

FUITE D'UN OLÉODUC À TOUGGOURT

**"Très faibles" quantités de pétrole déversées**

P2

AFFAIRE DE L'EXPLOSION DU GAZ À EL BAYADH

**8 personnes en détention et 4 autres sous contrôle judiciaire**

P3

VISITE DE JEAN-YVES LE DRIAN EN ALGÉRIE

**Mémoire, économie, crises régionales au menu**

P3

## IMPACT DE L'ÉPIDÉMIE

# La Banque d'Algérie proroge les allègements exceptionnels

P2



## PRIÈRE DU VENDREDI

### Les précisions de la Commission de la Fatwa

Dans un communiqué sanctionnant une réunion de la Commission ministérielle de la Fatwa et le Comité scientifique de suivi de l'épidémie de coronavirus en Algérie, tenue jeudi au siège du ministère des Affaires religieuses, des précisions ont été apportées quant à la reprise de la prière du vendredi dans les mosquées ayant une capacité d'accueil supérieure à 1000 fidèles. A propos des mosquées concernées par la reprise de la prière du vendredi, le communiqué a précisé que l'ouverture des mosquées se fera à 15 minutes avant l'appel à la prière, et la fermeture à 15 minutes après la fin de la prière.

P3

## PÉTROLE

### Le baril du brut algérien a perdu 4,66 dollars en septembre

Les cours du Sahara Blend, le brut de référence algérien, ont reculé de 4,66 dollars le baril en septembre dernier, atteignant 40,98 dollars, selon les chiffres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) publiés dans son dernier rapport mensuel. "Les cours du pétrole brut algérien (Sahara Blend) ont atteint 40,98 dollars le baril en mois de septembre 2020, contre 45,64 dollars en août dernier, soit une baisse de 4,66 dollars, soit, 10,2%", précise la même source. Ce recul a touché toutes les valeurs des 13 bruts composants le panier de l'Opep. "Les composants du panier ouest et nord-africain à savoir, Bonny Light (Nigeria), Djeno (Congo), Es Sider (Libya), Girassol (Angola), Rabi Light (Gabon), Sahara Blend (Algérie) et Zafiro (Equatorial Guinea), ont chuté de 4,52 dollars, soit 10,3%, en moyenne, à 39,31 dollars le baril, tandis que les notes de destination de plusieurs régions Arab Light (Arabie Saoudite), Basrah Light, (Iraq), Iran Heavy (Iran) et Koweit Export (Kuwait) ont perdu 3,34 dollars, soit 7,4%, en moyenne, pour s'établir à 42,06 dollars le baril", indique l'Opep.

P5

## Régions

EL-OUED

**Un programme de numérisation des réseaux d'électricité**

P8

MASCARA

**Relogement de 150 familles à Mohammadia**

P8

## CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

**221 nouveaux cas, 126 guérisons et 8 décès**

P3

LES MANIFESTATIONS DU 17 OCTOBRE 1961

**L'Algérie attachée à ses droits pour le règlement des dossiers de la Mémoire**

P5

COVID-19 DANS LE MONDE

**Onze millions de filles risquent de ne pas retourner à l'école**

P24

## Sport

LIGUE 1/CORONAVIRUS

**Eviter de compromettre l'entame du championnat**

P13



## Brèves

FUITE D'UN OLÉODUC À TOUGGOURT

**"Très faibles" quantités de pétrole déversées**

Une fuite de pétrole s'est produite jeudi matin au niveau d'un oléoduc situé dans la commune de Ghamra, à 20 km de la ville de Tougourt, et qui n'a causé le déversement que de "très faibles" quantités de pétrole, indique un communiqué du ministère de l'Energie, assurant que les équipes de Sonatrach ont mis en place tous les moyens pour récupérer ces volumes et nettoyer les surfaces impactées. "Pour le moment, les équipes de Sonatrach se sont déplacées sur les lieux pour s'enquérir de la situation et de l'origine de la fuite de pétrole" survenu au niveau du PK143 de l'oléoduc OB1 reliant Haouh El Hamra à Bejaia, selon le communiqué. Mais "les premières observations indiquent qu'il s'agit d'une fuite due à la corrosion du pipeline qui est l'un des plus vieux pipelines construits en Algérie depuis les années 50 entre Hassi Messaoud et Bejaia", ajoute la même source. "Les quantités de pétrole déversées sont très faibles, et les équipes de Sonatrach ont déjà mis en place tous les moyens nécessaires pour récupérer ces volumes et nettoyer les surfaces impactées", poursuit le ministère, assurant que la réparation du pipeline "sera réalisée rapidement pour le remettre en fonctionnement". Le ministère précise que, dès le début de l'écoulement du pétrole en surface, les vannes de sécurité ont été fermées par la Sonatrach pour limiter les volumes déversés. Par ailleurs, "toutes les mesures ont été prises par la compagnie Sonatrach, pour la sécurisation des lieux avec la mise en place d'un périmètre de sécurité", poursuit le ministère dans son communiqué qui précise que la réparation de l'oléoduc a "déjà démarré le jour même (ce jeudi) à 15h00".

R.N

TRANSPORT MARITIME DE VOYAGEURS

**Une ligne maritime de fret roulant reliant Alger à Marseille**

L'entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV, Algérie-Ferries) a annoncé jeudi dans un communiqué le lancement, début novembre prochain, d'une ligne maritime régulière, reliant les ports d'Alger et de Marseille, dédiée au transport du fret roulant (remorques et véhicules). "L'entreprise nationale de transport maritime de voyageurs porte à la connaissance des opérateurs et particuliers intéressés par le transport maritime du fret roulant, le lancement d'une ligne maritime régulière en partance du port d'Alger vers le port de Marseille et dont la première traversée est prévue le 2 novembre prochain au départ du port d'Alger et le retour le 3 novembre", précise la même source. "L'ensemble des opérateurs et particuliers intéressés sont priés de se rapprocher des services de l'ENTMV "Algérie Ferries" afin de réserver leurs places et engager les procédures nécessaires à cet effet, ajoute le communiqué. Pour rappel, l'ENTMV avait indiqué fin septembre qu'elle comptait se lancer prochainement dans le transport maritime de fret roulant, et ce, à travers deux lignes reliant l'Algérie, respectivement, à la France et l'Espagne.

R.N

IMPACT DE L'ÉPIDÉMIE

# La Banque d'Algérie proroge les allègements exceptionnels

Les mesures exceptionnelles d'allègement de certaines dispositions prudentielles applicables aux banques et aux établissements financiers arrêtées par la Banque d'Algérie (BA) le 6 avril dernier ont été reconduites jusqu'au 31 décembre 2020, a indiqué la BA dans un communiqué.



"A l'effet d'alléger l'impact de la pandémie du Covid19 sur le secteur économique national et de garantir les conditions indispensables à la poursuite de l'activité économique, les mesures exceptionnelles d'allègement de certaines dispositions prudentielles applicables aux banques et aux établissements financiers arrêtées par la Banque d'Algérie le 6 avril 2020, dans le cadre de l'instruction 05-2020, ont été reconduites jusqu'au 31 décembre

2020", a précisé l'Institution dans un communiqué publié sur son site web. Il s'agit de réduire le seuil minimum du coefficient de liquidité et de dispenser les banques et les établissements financiers de l'obligation de constitution du coussin de sécurité. Il est également question de reporter le paiement des tranches de crédits, arrivant à échéance, ou procéder au rééchelonnement des créances de la clientèle impactée par la conjoncture induite par

le Covid19 et assurer la poursuite des financements en faveur des bénéficiaires des mesures de report ou de rééchelonnement des créances. La Banque d'Algérie a, d'autre part, assuré qu'elle continuera à suivre l'évolution de la situation sanitaire et son impact sur les entreprises nationales et prendra, le cas échéant, les décisions adéquates pour assurer le bon fonctionnement de l'économie nationale".

R.N

SECTEUR FERROVIAIRE

## La concentration à l'avenir sur le transport des marchandises

Le ministre des Travaux publics, Farouk Chiali, a indiqué jeudi à M'Sila que "la future approche du secteur ferroviaire se concentrera, outre le transport des voyageurs, sur le transport des marchandises en vue de valoriser ce secteur". Donnant le coup d'envoi des essais de train reliant Ain El Hadjel (M'Sila) et Boughezoul (Médéa), le ministre a indiqué qu'il a été procédé, avant la mise en exploitation de cette ligne, à la conclusion de contrat avec la Coopérative des céréales et de légumes secs (CCLS) pour le transport des produits de la CCLS via le rail, ajoutant que d'autres conventions du genre seront conclues avec d'autres entreprises. Cette ligne sera mise en exploitation "avant fin mars 2021", a souligné M. Chiali, rappelant que ce projet avait été réalisé par une entreprise nationale ambitionnant de

décrocher des marchés à l'étranger dans le cadre d'une stratégie d'accompagnement par le Gouvernement. Dans une déclaration à l'APS, s'agissant de l'encouragement et l'accompagnement des entreprises de jeunes pour la réalisation de projets du secteur des travaux publics, le ministre a indiqué qu'une instruction a été donnée récemment pour l'octroi de 20% des marchés publics au profit des entreprises de jeunes, dans le cadre de la sous-traitance ou des contrats "en vue de booster ces entités et soutenir le secteur". Le ministre des Travaux publics s'était enquis de l'avancement des travaux d'extension de l'aéroport Ain Eddis de la commune Ouled Sidi Brahim, pour lequel, un investissement de plus de 4 milliards de dinars a été mobilisé, a-t-on rappelé.

R.N

AQUACULTURE EN BORD DE MER

## Les professionnels réclament des incitations fiscales

Les professionnels de l'aquaculture en bord de mer ont réclamé, lors d'une séance de travail organisée jeudi par la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA), des incitations fiscales afin de permettre le développement de cette filière et d'améliorer ses conditions professionnelles, a indiqué un communiqué de la CAPA. Lors de cette réunion, présidée par Karim Bani Benmira, président de la CAPA, les professionnels producteurs ont passé en revue les préoccupations et difficultés rencontrées lors de l'exercice de leur activité, estimant que "la multitude de taxes fiscales fragilise la filière

et la menace de disparition", ajoute la même source. A cet effet, les pisciculteurs considèrent que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), fixée à 19%, "est abusive, ce qui réduit les perspectives de développement de cette filière importante qui contribue directement à la sécurité alimentaire". Dans ce cadre, les professionnels de la filière ont demandé au ministre de la Pêche et des produits halieutiques, d'intervenir auprès du ministre des finances pour introduire cette revendication dans le projet de loi de finances (PLF) 2021, ajoute le communiqué de la CAPA.

R.N

MINISTRE DE L'AGRICULTURE

## Plus de 60.000 agricultrices contribuent au développement de l'économie nationale

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani, a affirmé jeudi à Alger que la femme rurale constitue désormais un élément important qui contribue fortement au développement de l'économie nationale, précisant que son département comptait actuellement plus de 60 000 agricultrices. Des milliers de femmes rurales ont accès au domaine agricole et au monde de l'investissement avec des projets à dimension économique créateurs de richesses et de postes d'emplois, et constituent désormais un élément important dans l'économie nationale qui contribue fortement à son développement, a précisé le ministre. Il s'exprimait lors de la Conférence nationale sur la femme rurale dans le monde de l'entrepreneuriat organisée par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme en collaboration avec le Programme des Nations Unies

pour le développement (PNUD) sous le thème "Créativité de la femme rurale aux normes internationales". A la faveur de ces investissements, le nombre global des agricultrices a dépassé 60.000 femmes titulaires de "la carte d'agricultrice" et plus de 8.000 femmes rurales bénéficiaires d'unités d'élevage, d'apiculture et de serres destinées aux cultures protégées et à de nombreux projets dans le secteur agricole. Abordant le volet formation, le ministre a fait état de sessions de formation au profit de 17.000 femmes et de plus 200 guides agricoles, rappelant l'intégration, pour la première fois, de femmes rurales au sein des conseils interprofessionnels des filières agricoles mis en place. Aussi, a-t-il mis en avant la place importante conférée à la femme rurale, au titre de la feuille de route du développement agricole et rural (inscrite dans le plan d'action du gouvernement 2020-2024), pour lui per-

mettre de démontrer ses compétences et capacités à créer la richesse et accéder au monde de l'entrepreneuriat notamment dans le secteur agricole, désormais cheville ouvrière pour la réalisation de l'autosuffisance et la sécurité alimentaire. Coïncidant avec la célébration de la journée internationale de la femme rurale, cette conférence "a pour objectif d'adapter les données actuelles et défis en matière d'entrepreneuriat féminin aux ODD (objectifs du développement durable)", a expliqué le ministre. Et d'ajouter que "la femme rurale constitue le socle de la société rurale et contribue à la relance du développement socioéconomique de par sa participation à la production et sa présence dans les diverses activités prévues par le secteur et pour lesquelles plusieurs mécanismes de soutien et d'accompagnement ont été consacrés".

R.N

PRIÈRE DU VENDREDI

# Les précisions de la Commission de la Fatwa

Dans un communiqué sanctionnant une réunion de la Commission ministérielle de la Fatwa et le Comité scientifique de suivi de l'épidémie du coronavirus en Algérie, tenue jeudi au siège du ministère des Affaires religieuses, des précisions ont été apportées quant à la reprise de la prière du vendredi dans les mosquées ayant une capacité d'accueil supérieure à 1000 fidèles.



Après des mosquées concernées par la reprise de la prière du vendredi, le communiqué a précisé que l'ouverture des mosquées se fera à 15 minutes avant l'appel à la prière, et la fermeture à 15 minutes après la fin de la prière. « Les Imams doivent écourter le prêche et la prière du vendredi, qui ne doivent pas dépasser un quart d'heure », a encore précisé le communiqué, en soulignant

que la prière dans les rues avoisinant les mosquées est interdite. Le communiqué a ajouté que les mosquées sont ouvertes pour accomplir les cinq prières quotidiennes. Les autres activités des mosquées comme les cours du vendredi et les cours hebdomadaires restent toujours suspendus. Il en est de même pour les salles d'ablution et les bibliothèques, qui resteront fermées. Le communiqué a rappelé la nécessité de continuer à

appliquer les mesures barrières contre le coronavirus, à savoir, la distanciation physique entre les fidèles, le port du masque, l'usage du gel hydro-alcoolique, l'usage d'un tapis de prière personnel, éviter les poignées de mains, les rassemblements avant l'entrée dans des mosquées, la sortie de la mosquée juste après la fin de la prière, l'interdiction de l'usage des climatiseurs...etc. Il est également rappelé la nécessité de

renforcer les opérations de désinfection, de nettoyage et d'aération. A ce propos, les bienfaiteurs sont appelés à faire don de moyens de désinfection et de stérilisation pour les mosquées et autres. Les femmes, les enfants et les personnes malades ne sont pas autorisés à se rendre à la mosquée, comme il est recommandé aux personnes âgées d'accomplir leur prière à la maison.

R.N

VISITE DE JEAN-YVES LE DRIAN EN ALGÉRIE

## Mémoire, économie, crises régionales au menu

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française, Jean-Yves Le Drian, a indiqué, jeudi à Alger, que sa visite de travail en Algérie marque "la solidité des liens d'amitié" entre l'Algérie et la France, soulignant que "les deux pays ont besoin l'un de l'autre et notre concertation demeure essentielle sur des questions d'intérêt commun", a déclaré M. Le Drian à la presse, au terme de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Evoquant la question de la mémoire, Le Drian s'est dit "heureux" de constater que la relation bilatérale connaît "un nouvel élan". Il a ainsi fait observer que le président français Emmanuel Macron avait engagé, dès 2017, "une démarche de lucidité sur l'histoire de la colonisation et de la Guerre d'Algérie", soulignant qu'il l'a montrée "par des actes forts, comme la remise récente à l'Algérie des restes mortuaires des combattants algériens conservés au Musée de l'Homme". Evoquant le référendum sur la révision de la Constitution, prévu le 1er novembre prochain, M. Le Drian a indiqué que "la France

souhaite succès et prospérité à ce pays ami dans le plein respect de sa souveraineté". "L'Algérie est à la veille d'une étape importante qui va amener le peuple algérien à se prononcer le 1er novembre sur le projet de révision de la Constitution", a-t-il ajouté, relevant que le Président Tebboune a affiché "ses intentions de réformes des institutions pour renforcer la gouvernance, l'équilibre des pouvoirs et les libertés". "Il appartient aux Algériens et à eux seuls de traduire les aspirations qui se sont exprimées avec civisme et dignité en une vision politique avec des institutions aptes à la concrétiser", a-t-il dit. S'agissant des enjeux économiques dans la coopération bilatérale, M. Le Drian a indiqué que "les entreprises françaises implantées en Algérie sont nombreuses et contribuent au dynamisme de l'économie et à la création d'emploi", saluant aussi les réformes initiées par le Président Tebboune afin de "diversifier l'économie algérienne, d'assouplir les procédures et d'accompagner les entreprises innovantes".

S'exprimant sur la crise libyenne, il a indiqué que "la France considère, comme l'Algérie, qu'il n'y a pas de

solution militaire et soutient le dialogue politique entre toutes les parties libyennes sous l'égide des Nations unies". "Le rôle des pays voisins, en particulier l'Algérie, est essentiel car ils sont les premiers concernés par les risques que fait poser cette crise et peuvent jouer un rôle stabilisateur auprès des acteurs libyens, à l'inverse des ingérences des puissances extérieures", a-t-il précisé. Pour ce qui est de la situation au Mali, Le Drian a indiqué que "la France a salué, comme l'Algérie, la mise en place d'une transition, laquelle doit conduire vers des élections ouvertes, libres et transparentes et au rétablissement de l'ordre constitutionnel". "Nous appelons, comme l'Algérie, à l'application de l'Accord de paix d'Alger", a-t-il soutenu, réaffirmant que "l'Algérie a une voix qui compte en Afrique et en Méditerranée". M. Le Drian a également évoqué avec le Président Tebboune, "les propositions" du président Macron pour faire face au séparatisme sur le territoire français, affirmant qu'il y a le refus de l'amalgame entre l'islam et l'idéologie de l'islamisme radical.

Synthèse : Abir N.

PROCÈS EN APPEL D'ALI HADDAD

## Les réquisitoires attendus demain

Les réquisitoires du procureur général près la Cour d'Alger dans l'affaire de l'homme d'affaires Ali Haddad sont attendus demain. Ali Haddad a été condamné en première instance à une peine de 18 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions de dinars pour des chefs d'inculpation liés notamment à la corruption. Au cinquième jour du procès en appel, le juge de siège a parachevé l'audition, par visioconférence, du principal accusé Ali Haddad, qui se trouve à la prison de Tazoult (Batna). L'ancien chef du FCE a de

nouveau rejeté toutes les charges retenues contre lui, notamment l'obtention d'indus privilégiés, affirmant que tous les marchés et projets d'investissement qu'il avait réalisés ou remportés l'ont été par les voies légales. Répondant à une question sur l'allègement de taxes dont il avait bénéficié, Haddad a expliqué que la loi stipulait que les entreprises réalisatrices de projets d'investissement bénéficient, sans exception, de la réduction des taxes qu'elles versent à l'Etat à des taux oscillant entre 50 et 90%. Toutefois, il a reconnu que le

groupe Haddad avait obtenu 457 crédits d'investissement et bancaires au cours des 20 dernières années et qu'il avait un seul compte bancaire auprès de la Société Générale en France et seulement un appartement dans le même pays. Il a également reconnu avoir acheté en 2011 un hôtel en Espagne pour 54 millions d'euros. Interrogé par le juge de siège sur le sort des 75 milliards de dinars collectés pour financer la campagne électorale de l'ex-Président qui se présentait pour un cinquième mandat, Ali Haddad a affirmé qu'il n'avait "jamais financé

de campagne électorale ni aucun parti politique" niant toute contribution de ce montant. Outre les cinq (5) frères d'Ali Haddad, plusieurs ministres et cadres des ministères des Transports et des Travaux publics dont les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal ont été condamnés dans cette affaire à des peines de 12 ans de prison assorties d'une amende d'un million Da pour plusieurs chefs d'inculpation dont l'octroi d'indus avantages et l'abus de pouvoir.

R.N

## Brèves

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

**221 nouveaux cas, 126 guérisons et 8 décès**

Deux cent vingt-un (221) nouveaux cas confirmés de coronavirus, 126 guérisons et 5 décès ont été enregistrés en Algérie, a indiqué jeudi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 53 998, celui des décès à 1 841 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 37 730, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

R.N

AFFAIRE DE L'EXPLOSION DU GAZ À EL BAYADH

**8 personnes en détention et 4 autres sous contrôle judiciaire**

Le tribunal d'El Bayadh a placé, tard dans la nuit du mercredi, huit personnes en détention provisoire et quatre autres sous contrôle judiciaire, dans le cadre de l'affaire de l'accident de l'explosion du gaz survenu samedi dernier, faisant cinq morts et 18 blessés, a-t-on appris jeudi du parquet de la Cour d'El Bayadh. Le procureur de la République près le tribunal d'El Bayadh a renvoyé le dossier au juge des délits du même tribunal conformément aux procédures de comparution immédiate. Après avoir auditionné les parties concernées dans l'affaire (12 personnes faisant l'objet de procédure judiciaire), il a placé huit en détention provisoire dans l'établissement pénitentiaire d'El Bayadh et 4 autres sous contrôle judiciaire. Il s'agit de l'entrepreneur chargé du projet de l'éradication des points noirs du réseau de drainage des eaux usées dans la ville d'El Bayadh qui a été inculpé d'homicide involontaire, de blessures et incendie causant la destruction des biens d'autrui et travaux sans permis, falsification de documents administratifs avec faux et non déclaration de travailleurs auprès de la Caisse nationale d'assurance sociale des salariés (CNAS). Il s'agit aussi d'un conducteur d'engin et d'un conducteur de travaux, tous deux employés à la direction des ressources en eau relevant d'une subdivision et chargés du suivi des travaux, d'un représentant d'un bureau d'études chargé du suivi de l'exécution des travaux et d'un fonctionnaire de la Société de distribution de l'électricité et du gaz, poursuivis pour homicide et blessures involontaires et incendie provoquant la destruction de biens d'autrui. A noter également la mise en détention d'un membre de l'APC d'El Bayadh pour avoir tenté d'entraver les enquêtes. Pour ce qui est des personnes placées sous contrôle judiciaire, il y a un employé de la commune chargé du suivi des travaux, d'un employé de l'Algérienne des eaux (ADE) et d'un employé Sonelgaz, accusés d'avoir remis des documents à une personne qui n'avait pas droit. La date du procès dans cette affaire est fixée au 21 octobre en cours, selon la même source.

R.N

MASSACRES  
DU 17 OCTOBRE 1961

## Chronologie d'une barbarie coloniale envers des manifestants pacifiques

La Guerre de libération nationale a connu bien des haltes qui resteront indélébiles. Marquées par un caractère populaire, à l'instar des manifestations du 17 octobre 1961 qui ont révélé l'unité d'un peuple ayant cru en sa direction à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, mais également la barbarie d'un colonisateur qui n'a pas hésité à réprimer des manifestants avant de mettre fin à leur vie dans les eaux de la Seine.

Il y a exactement 59 ans, le mardi "noir" a gravé pour toujours un épisode de faits barbares dans l'histoire des forces coloniales du 20<sup>e</sup> siècle. Paris, jadis, a témoigné d'un des massacres les plus horribles commis contre des innocents désarmés, sortis manifester pacifiquement pour dénoncer un couvre-feu "discriminatoire" imposé par le Commissaire Maurice Papon (condamné en 1998 pour crimes contre l'humanité), lequel éprouvait aux Algériens une haine envenimée, clairement affichée d'ailleurs, lorsqu'il fut Igame de Constantine.

Malgré l'obéissance rigoureuse aux instructions de la Fédération du FLN de France pour ne pas céder aux provocations des forces de la police française, celles-ci n'ont pas manqué d'exercer leur violence habituelle à l'encontre des Algériens, sauf qu'en ce jour d'octobre 1961, à un degré supérieur signant ainsi un crime contre l'humanité.

Il s'agit, en effet, du massacre qui dénote la recrudescence de la violence exercée chaque année contre les Algériens, dans le cadre des tentatives de l'occupant d'éteindre la mèche de la guerre de libération.

Un tel fait est, par la force des choses, le dénouement d'une série d'événements à l'origine des massacres.

En septembre 1961, les dispositifs de sécurité français ont mené des campagnes d'arrestation et d'expédition de centaines de ressortissants algériens avant de parquer 650 autres au Centre d'identification de Vincennes.

En date du 23 septembre de la même année, quelque 29.000 émigrés ont été contrôlés, 659 internés et 184 expulsés vers l'Algérie, selon la préfecture de police.

Le 5 octobre de la même année, Papon avait signé un arrêté décrétant un couvre-feu pour les Algériens de la capitale et de la banlieue de 20:30 à 5:00 du matin.

Dès l'entrée en vigueur de cette décision, la fédération de France du FLN a annoncé l'organisation de manifestations pacifiques, parvenant ainsi à transférer la guerre de libération au cœur même du territoire ennemi. Les marches pacifiques avaient pris le départ des quartiers pauvres de la capitale française, avant que les foules ne se dispersent dans les principales artères de Paris pour rallier la place de "l'Opéra" dont les issues sont été fermées par les forces de police.

Face à la situation, les forces françaises de sécurité n'ont pas hésité à tirer à balles réelles sur les manifestants qui ont respecté les instructions interdisant l'usage des armes, se contentant de brandir les emblèmes et les banderoles revendiquant l'annulation du couvre-feu et réclamant l'indépendance de l'Algérie, selon des témoignages des participants et des témoins qui ont relaté l'atrocité des événements vécus, en dépit du black-out médiatique imposé.

Les Français eux-mêmes avaient fait preuve de compassion à l'égard de ces marches pacifiques.

D'ailleurs, le 21 octobre, des enseignants et des étudiants de la Sorbonne s'étaient rassemblés pour dénoncer le couvre-feu imposé aux Algériens et la répression exercée contre les manifestants.

Le lendemain, des manifestations de solidarité avaient été organisées par des étudiants français dans le quartier Latin et Montparnasse. Selon les historiens, les manifestations du 17 octobre qui ont eu des conséquences désastreuses ont contraint le gouvernement français à reprendre les négociations avec le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPR) qui a été contacté le 28 du même mois pour l'entame des discussions dans la ville suisse Bâle où la partie algérienne était représentée par les regrettes Régha Malek et Mohamed Seddik Benyahia

# LES MANIFESTATIONS DU 17 OCTOBRE 1961 L'Algérie attachée à ses droits pour le règlement des dossiers de la Mémoire

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni, a réitéré hier l'attachement de l'Algérie à ses droits pour l'examen et le règlement, "dans leur cadre défini", des dossiers liés à la Mémoire nationale.



Dans un entretien accordée à l'Agence Press Service à la veille de la commémoration de la Journée nationale de l'immigration correspondant au 59<sup>e</sup> anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961, M. Zitouni a réaffirmé que l'Algérie "demeurera attachée à ses droits suivant les mécanismes mis en place, tels que la création de groupes de travail conjoints, pour l'examen et le règlement, dans leur cadre défini, des dossiers liés à la Mémoire nationale". La question mémorielle, a-t-il assuré, dans ce sens, fait l'objet d'un suivi permanent de la part du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit, notamment en ce qui concerne les dossiers au centre des groupes de travail conjoints, comme celui de la restitution des crânes.

Un dossier qui a enregistré "une avancée notable après la récupération, la veille de la célébration du 58<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance nationale (5 juillet 2020), des crânes de 24 des Chouhada de la Résistance populaire suite à l'intervention du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", a souligné M. Zitouni rappelant que le chef de l'Etat avait affirmé que cette action se poursuivra jusqu'à la récupération de tous les restes mortuaires des Chouhada de l'Algérie.

### Les dossiers de la Mémoire traités à travers le canal diplomatique

Le traitement des dossiers de la Mémoire se fait à travers le canal diplomatique avec la contribution de tous les secteurs et instances concernés, a expliqué le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit. Affirmant que son département continuera à travailler "inlassablement" jusqu'au règlement de l'ensemble de ces dossiers, M. Zitouni a tenu à rappeler, à cette occasion, que la préservation et la protection de la dignité des symboles, des héros et des hauts faits de la Résistance populaire, du Mouvement national et de la Guerre de libération nationale et la garantie de leur transmission aux générations montantes étaient la vocation du Ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit.

M. Zitouni a cité, également, entre autres missions de son département, la préservation des droits des victimes de la colonisation française et leur indemnisation pour les préjudices subis, outre "la mise à nu des crimes coloniaux, qui n'ont épargné ni l'Homme ni la nature, en vue de documenter les faits historiques et afin que nul n'oublie", a-t-il insisté.

Par ailleurs, le ministre a estimé que les dossiers rela-

tifs aux explosions nucléaires effectuées dans le Sahara algérien et aux disparus et exilés nécessitaient "recherches et étude" sur tous les aspects, faisant état de démarches pour mettre sur pied des commissions ad-hoc regroupant des experts et des chercheurs au niveau du Centre national d'études et de recherches sur le Mouvement national et la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 (CNERMN54). Evoquant des dossiers "objet de suivi et de coordination entre les secteurs concernés, qui travaillent dans le cadre des commissions conjointes entre les parties, algérienne et française", le ministre a précisé qu'ils sont relatifs à la récupération des archives en lien avec la Résistance populaire, le Mouvement national et la Guerre de libération nationale et de leur accès aux spécialistes et chercheurs.

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit a rappelé, au sujet de la question mémorielle, que l'Algérie a toujours affiché sa position officielle, consciente de la nécessité de composer avec le présent et les exigences de la coopération dans le cadre du respect mutuel et du devoir de préserver les intérêts nationaux suprêmes, sans préjudice aux relations stratégiques avec la France.

APS

## Une forte impulsion à la Guerre de libération

S'agissant de la commémoration du 59<sup>e</sup> anniversaire des manifestations du 17 octobre, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit a affirmé que cette date constitue une halte cruciale dans le processus de la Glorieuse Guerre de libération nationale, ajoutant que "sa commémoration relève de la fidélité à notre Mémoire et du devoir de glorification des sacrifices des fils et filles de l'Algérie pour le recouvrement de sa liberté et son indépendance". Soulignant le rôle des émigrés algériens, M. Zitouni a déclaré qu'ils n'avaient de cesse de "crier à travers leurs positions que l'émigration n'était nullement pour eux un abandon de leur patrie, ni un oubli des souffrances et des aspirations de leurs concitoyens". "Ces manifestations historiques au cœur même de la

capitale du colonisateur avaient donné une forte impulsion à la Révolution de libération au plan externe et démontré à quel point était solide le lien spontané entre les enfants de l'Algérie, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur", a déclaré M. Zitouni.

Relevant que ces manifestations étaient le reflet d'une prise de conscience quant au devenir du pays, le ministre a affirmé qu'elles étaient "une expression sincère de la conviction de la diaspora algérienne quant à l'impératif de la Guerre de libération et un défi extraordinaire à la plus forte puissance coloniale soutenue par l'OTAN que la volonté des peuples était invincible". A cette occasion, M. Zitouni a tenu à rappeler que l'Algérie avait, encore aujourd'hui, "extrêmement" besoin de toutes les compétences et contributions de

ses enfants établis à l'étranger qui, a-t-il ajouté, demeurent attachés, fidèles et dévoués à leur patrie. Dans ce contexte, le ministre a mis en avant l'histoire de l'émigration algérienne "jalonnée de sacrifices pour le recouvrement de la souveraineté nationale et d'abnégation au service de l'édification de l'Algérie indépendante et prospère".

S'agissant des pratiques "monstrueuses" et auxquelles ont fait face les Algériens le 17 octobre 1961, mais également tout au long de la Résistance populaire et durant le Mouvement national et la Révolution de libération nationale, M. Zitouni a réitéré qu'elles "ont dévoilé le vrai visage du colonisateur et battu en brèche les prétentions de respect des droits de l'Homme et des principes de justice et d'égalité".

## Le Mouvement de la Paix exige reconnaissance et condamnation d'un crime d'Etatports de pêche

Le Mouvement français de la Paix a exigé, à la veille de la commémoration des manifestations d'Algériens à Paris, réprimés dans le sang le 17 octobre 1961, une reconnaissance officielle et une condamnation de ce qu'il a qualifié de crime d'Etat. "Avec de nombreuses organisations, Le Mouvement de la Paix demande que le Président de la

République au nom de la France, confirme, par un geste symbolique, la reconnaissance et la condamnation du crime d'Etat qui fut commis le 17 octobre 1961", a-t-il lancé dans un communiqué rendu public jeudi. Dans son appel "17 octobre 1961 : 59 ans après, exigeons la vérité et la justice", le même mouvement rappelle que ce jour, des

milliers d'Algériens et d'Algériennes qui manifestaient à Paris pour défendre leur droit à l'égalité, pour leur droit à l'indépendance et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes furent arrêtés, emprisonnés, torturés et des centaines perdirent la vie, victimes d'une violence et d'une brutalité extrêmes des forces de police. Il appelle à se joindre à

toutes les actions organisées en France pour exiger la vérité et la justice sur ce crime d'Etat et en particulier au rassemblement traditionnel qui aura lieu à Paris le samedi 17 Octobre 2020 à 18h au Pont Saint Michel sur la base d'un appel commun avec d'autres organisations militantes pour la même cause.

R.N



PÉTROLE

# Le baril du brut algérien a perdu 4,66 dollars en septembre

Les cours du Sahara Blend, le brut de référence algérien, ont reculé de 4,66 dollars le baril en septembre dernier, atteignant 40,98 dollars, selon les chiffres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) publiés dans son dernier rapport mensuel.



Les cours du pétrole brut algérien (Sahara Blend) ont atteint 40,98 dollars le baril en mois de septembre 2020, contre 45,64 dollars en août dernier, soit une baisse de 4,66 dollars, soit, 10,2 %, précise la même source. Ce recul a touché toutes les valeurs des 13 bruts composants le panier de l'Opep. "Les composants du panier ouest et nord-africain à savoir, Bonny Light (Nigeria), Djeno (Congo), Es Sider (Libya), Girassol (Angola), Rabi Light (Gabon), Sahara Blend (Algérie) et Zafiro (Equatorial Guinée), ont chuté de 4,52 dollars, soit 10,3%, en moyenne, à 39,31 dollars le baril, tandis que les notes de destination de plusieurs régions Arab Light (Arabie Saoudite), Basrah Light, (Iraq), Iran Heavy (Iran) et Koweït Export (Koweït) ont perdu 3,34 dollars, soit 7,4%, en moyenne, pour s'établir à 42,06

dollars le baril", indique l'Opep. La composante Mery, le brut de référence du Venezuela, a le plus baissé, de 6,99 dollars, ou 19,9%, en moyenne mensuelle. Quant à la moyenne annuelle des prix du brut algérien, elle a également connu une baisse, en passant de 64,64 dollars/baril en 2019 à 41,44 dollars en 2020, occupant la troisième place du brut le plus cher de la composante du panier de l'Opep en 2020, après l'Emirati Murban (42,45 dollars/baril) et l'Angolais Girassol (41,69 dollars/baril). Le prix du brut algérien est établi en fonction des cours du Brent, brut de référence de la mer du Nord, côté sur le marché de Londres avec une prime additionnelle pour ses qualités physico-chimiques appréciées par les raffineurs. La baisse du Sahara Blend et toutes les valeurs des composants du panier de l'Opep en

septembre intervient dans un contexte de recul des prix de pétrole brut, qui ont été en moyenne nettement inférieurs durant le mois dernier, après quatre mois consécutifs de hausses. "La valeur ORB a reculé en septembre avec toutes les valeurs des composants du panier, chutant d'un mois à l'autre parallèlement à leurs repères de perspective pour le pétrole brut et en raison de la baisse des prix de vente officiels et des différentiels de pétrole brut plus faibles pour presque toutes les qualités", indique le document de l'Opep. Cette baisse était "le résultat de plusieurs facteurs, y compris un assouplissement de la reprise des fondamentaux du marché du brut physique, en plus du sentiment baissier sur le marché à terme du pétrole brut au milieu de l'augmentation continue des nouveaux cas de COVID-19 dans le

monde, et suscitant des inquiétudes au sujet du marché mondial", est-il noté dans le rapport de l'Opep. Sur une base mensuelle, l'ORB a reculé de 3,65 dollars à 41,54 dollars/b, en baisse de 8,1% en septembre. Le rapport de l'Opep indique, par ailleurs, que la demande de brut de l'Opep en 2020 est révisée à la baisse de 0,3 mb/j par rapport à l'évaluation du mois précédent pour s'établir à 22,4 mb/j, soit environ 7,0 mb/j de moins qu'en 2019. De même, la demande de brut Opep en 2021 est révisée à la baisse de 0,2 mb/j par rapport à l'évaluation du mois précédent pour s'établir à 27,9 mb/j, soit environ 5,6 mb/j de plus qu'en 2020. Mercredi dernier, le prix du panier de l'Opep s'est établi à 41,20 dollars le baril après avoir reculé à 40,68 mardi dernier, a précisé la même source.

R.E

Brèves

ACCORD OPEP+

## La 23ème réunion du JMMC prévue le 19 octobre

La 23ème réunion du Comité ministériel mixte de suivi de l'accord Opep et nonOpep (JMMC) se tiendra le 19 octobre prochain, a indiqué jeudi l'Organisation des pays exportateurs de pétrole dans un communiqué publié sur son site web. "L'Organisation des pays exportateurs de pétrole a tenu jeudi la 45ème réunion du Comité technique conjoint (JTC), par vidéoconférence, en préparation de la 23e réunion de la réunion ministérielle conjointe (JMMC) prévue le 19 octobre 2020", a précisé la même source. Lors de cette réunion, le Secrétaire général de l'OPEP, Mohammad Sanusi Barkindo, a évoqué l'évolution du marché pétrolier, en déclarant que "depuis plus de six mois maintenant, nous travaillons côte à côte pour faire face à une crise du marché qui est sans précédent et historique".

M. Barkindo a noté que le rapport mensuel de l'OPEP sur le marché pétrolier prévoit que le PIB mondial chutera d'environ 4% cette année, puis rebondira en 2021 à un taux d'environ 4,6%. Il dira également que la prévision de l'Organisation pour la demande de pétrole en 2020 reste légèrement supérieure à 90 mb/j, soit une baisse annuelle de 10%. En examinant les perspectives à plus long terme du marché pétrolier, Barkindo a déclaré que "le World Oil Outlook (rapport annuel de l'Opep 2020), récemment lancé, voit la demande mondiale d'énergie primaire s'accroître et continuer de croître, avec une augmentation de 25% au cours des 25 prochaines années". Il a noté que le pétrole devrait conserver la plus grande part du mix énergétique, représentant près de 28% en 2045. Estimant que "le pire de la crise actuelle est peut-être passé", il a souligné l'importance du dialogue et de la coopération pour parvenir à un système énergétique plus durable et résilient au profit de tous.

Lors de sa 22ème réunion tenue par vidéoconférence en septembre dernier, les membres du JMMC avaient examiné le niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays signataires de la Déclaration de Coopération pour le mois d'août 2020. Le JMMC avait relevé avec satisfaction que le taux de conformité global avait atteint 102% en août. A cette occasion, le ministre de l'Energie et président de la Conférence de l'Opep, Abdelmajid Attar, avait salué les efforts des pays qui avaient procédé en août à des baisses de production plus importantes que le niveau requis et avait insisté sur la nécessité que les pays de la Déclaration de Coopération continuent de respecter pleinement leurs engagements afin de restaurer l'équilibre et la stabilité du marché pétrolier. A noter que le JTC est un organe technique du JMMC et les deux comités ont été créés sous l'égide de la "Déclaration de coopération" (DoC) historique signée le 10 décembre 2016. Ces comités sont mandatés pour examiner les conditions et les perspectives du marché mondial du pétrole et surveiller l'évolution de la situation et les niveaux de conformité aux ajustements volontaires de production adoptés par l'OPEP et la réunion ministérielle non OPEP. Le JMMC est composé de sept pays membres de l'OPEP (Algérie, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Irak, Koweït, Nigeria et Venezuela) et de deux pays non membres de l'OPEP (Russie et Kazakhstan).

R.E

CLOUD COMPUTING

## Une feuille de route en cours d'élaboration

Une feuille de route relative au Cloud Computing (accès à des services informatiques via Internet à partir d'un fournisseur) est en cours d'élaboration, a annoncé jeudi à Alger le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar. "Nous allons aboutir, dans les prochains jours, à une première mouture de la feuille de route relative au Cloud Computing que nous allons présenter à l'ensemble des opérateurs afin de les inciter à investir dans ce domaine", a précisé à l'APS le ministre en marge d'une rencontre consultative avec des opérateurs publics et privés activant dans le domaine de l'hébergement des services de Cloud Computing. Parmi les entreprises ayant pris part à cette rencontre figurent ATM Mobilis, Electronic Business Services, Icosnet, AP Cloud et Algérie Presse Service. M. Boumzar a expliqué que la rencontre a été l'occasion d'examiner notamment les textes

réglementaires et le cahier des charges régissant cette activité et les obstacles bureaucratiques et administratifs qui entravent l'investissement dans ce domaine. Pour rappel, un cahier des charges, établi en 2017 par l'Autorité de Régulation de la Poste et des communications électroniques (ARPCE), encadre les activités d'hébergement des services de Cloud computing. Cette rencontre vise à explorer "les voies et moyens optimaux à même de permettre à l'Algérie d'adopter les technologies les plus avancées au monde ayant trait à internet, outre la démarche d'amélioration de la qualité et du débit internet au profit du citoyen". La technologie Cloud, offrant d'énormes capacités de stockage de données avec une grande facilité d'accès via internet, "est en mesure de contribuer aux efforts du secteur des communications électroniques visant à réaliser le bond technologique auquel aspire l'Algérie à

travers la numérisation", a-t-on expliqué auprès du ministère. Elle offre également "des opportunités et des capacités significatives en matière de création de postes d'emploi à travers les startups innovantes, mais aussi de créer des richesses via le développement des services à valeur ajoutée relatifs au domaine de la numérisation et des technologies de l'information et de la communication". Ces atouts et vertus du Cloud computing, à travers ses applications publiques, privées ou mixtes, notamment la fourniture du self-service, la flexibilité et le paiement à l'utilisation, qui permet aux utilisateurs d'accéder aux fournisseurs à la demande, ont fait que cette technologie soit l'un des domaines d'activité du secteur de la poste et des télécommunications sur lequel "misent les plus hautes autorités du pays pour la diversification et la relance de l'économie nationale".

R.N



MASCARA (CONDITIONS ENVIRONNEMENTALES)

## Suspension de l'activité de deux entreprises d'exploitation des mines

**L**es autorités de wilaya de Mascara ont émis deux décisions portant suspension de l'activité de deux entreprises spécialisées en exploitation des mines à cause d'une infraction à la réglementation liée aux conditions environnementales, a-t-on appris jeudi auprès de la cellule d'information de la wilaya. Le wali de Mascara, Abdelkhalek Sayouda, avait décidé mercredi soir

de la suspension de l'activité de deux entreprises privées exploitant deux carrières de calcaire dans la commune de Froha, pour "non respect des conditions réglementaires en matière de l'environnement affectant le milieu et ses composantes humaines, animales et naturelles". La suspension de l'activité de la première entreprise, a-t-on expliqué, est due à l'inexistence de dépoussiérage

périodique des installations, en plus du manque d'entretien et de maintenance des équipements, ajouté à cela le non retrait des déchets dangereux pour l'environnement dont les roues en caoutchouc et les huiles usées. L'activité de la deuxième entreprise a été suspendue, a-t-on relevé de même source, pour non retrait du produit stocké et des déchets inertes résultant des opérations d'exploitation.

Brèves

MASCARA

Relogement de 150 familles à Mohammadia

Une opération de relogement de 150 familles résidant au vieux bâti a été effectuée, jeudi, au douar "Sidi Abdelkader 2" dans la commune de Mohammadia (wilaya de Mascara) vers de nouveaux logements au pôle urbain, a-t-on constaté. Les autorités locales ont mobilisé tous les moyens nécessaires pour le relogement des familles concernées vers de nouveaux logements au pôle urbain disposant de toutes les commodités dont des établissements scolaires, un siège de la sûreté et des commerces. Les services communaux de Mohammadia ont aussitôt lancé la démolition des habitations précaires après le relogement de leurs résidents pour éviter leur exploitation par d'autres personnes. Les assistés foncières récupérées seront orientés pour la réalisation d'autres projets de développement, a indiqué le président de l'APC de Mohammadia, Brahim Derkaoui. Il est attendu prochainement une deuxième opération de relogement de 126 familles résidant au vieux bâti à Mohammadia, a-t-on fait savoir.

EL TARF (BARRAGE BOUKHROUFA)

Achèvement "avant fin mai 2021" des travaux

Les travaux de construction du barrage Boukhroufa, dans la daïra de Boutheldja (El Tarf), seront achevés "avant fin mai 2021", a-t-on indiqué jeudi à la Direction des ressources en eau. La mise en eau (essais techniques) de ce barrage est prévue, quant à elle, pour "la fin de l'année en cours", a ajouté le même source, relevant que l'ouvrage hydraulique a nécessité un investissement public de plus de sept (7) milliards de dinars.

Les travaux de construction du barrage, d'une capacité globale de 125 millions de m3, ont été lancés en 2013, et ont accusé des retards d'ordre technique et autres liés à la crise de la pandémie du coronavirus, a-t-on souligné.

Cette structure est destinée à assurer la protection d'une partie de la plaine d'El Tarf contre les inondations, à valoriser les ressources en eau et à participer au développement économique et social de la région, a-t-on, par ailleurs, signalé. Aussi, le barrage de Boukhroufa, situé à une trentaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya, est-il destiné à l'irrigation de 9.600 hectares de terres agricoles.

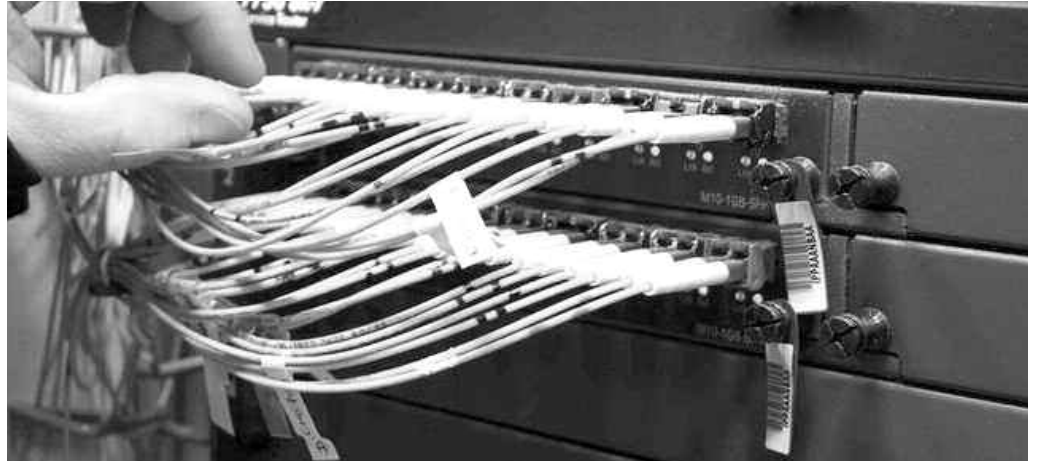
Près de 10.000 emplois directs seront générés par ce barrage qui est appelé, au même titre que ceux de Boualathane et Bouamoussa 2, d'une capacité de 110 millions de m3, à répondre aux besoins exprimés dans ce domaine, a-t-on noté. Lors de sa visite récente à El Tarf, le ministre des Ressources en eau avait instruit à l'effet d'accélérer la cadence du chantier du barrage pour "le livrer dans les délais impartis."

La wilaya d'El Tarf dispose de trois (3) barrages, Cheffia, Mexa et Bougogs, totalisant une capacité de stockage de plus de 250 millions de mètres cubes.

EL-OUED

Un programme de numérisation des réseaux d'électricité

Le Président-directeur général (P-dg) du groupe Sonelgaz, Chahar Boulekhras, a fait part, jeudi à El-Oued, de l'élaboration en cours d'un programme de numérisation, à court terme, des réseaux de distribution de l'électricité.



S'exprimant lors de l'inspection d'installations énergétiques électriques dans la wilaya, M. Boulekhras a indiqué que "les services techniques de Sonelgaz ont entamé la concrétisation de ce programme au niveau des réseaux de plusieurs régions du pays, avant d'être généralisé aux autres régions, à court et moyen termes". "La numérisation des réseaux d'électricité visant l'amélioration qualitative et continue de l'alimentation en électricité, à la satisfaction des clients, est un mécanisme moderne permettant la détection rapide des pannes et leur prompt réparation", a-t-il souligné. La lutte contre les pertes énergétiques sur les réseaux de distribu-

tion, engendrant des déficits en centaines de millions de dinars pour l'entreprise, ainsi que la réduction des pertes des entreprises industrielles productives dues aux coupures, font partie des objectifs de ce programme. Le projet de numérisation ciblera aussi les réseaux de distribution du gaz naturel pour maîtriser éventuellement les fuites et dommages signalés à travers les réseaux, a assuré M. Boulekhras. Le même responsable a déclaré que l'entreprise Sonelgaz est le véritable partenaire accompagnateur des projets de développement économique, ajoutant que les dispositifs techniques et commerciaux de l'entreprise sont prêts à fournir l'énergie électrique aux opérateurs écono-

miques, industriels, agriculteurs et éleveurs, pour booster la dynamique de l'économie nationale. L'administration de l'entreprise s'emploie à améliorer le service public en faveur des clients, en procédant à l'ouverture de canaux de communication de qualité pour prendre en charge les doléances des abonnés à travers la création de nouvelles structures et la formation des travailleurs pour un bon accueil du citoyen, a-t-il ajouté. Après avoir inspecté un poste transformateur électrique 220/400, dans la région d'El-Foufia (commune de Guemmar), où il a suivi un exposé succinct sur ce projet en exploitation, le P-dg du groupe Sonelgaz a souligné que "l'énergie électrique est suffisam-

ment disponible et devra être triplée à l'horizon 2022". Il a aussi procédé à la pose de la première pierre d'un transformateur électrique 30/60 kilovolts ampères dans la commune de Oued El-Allenda, avant d'annoncer que l'entreprise a décidé de confier ce type de projets aux directions locales de distribution. M. Boulekhras a mis en service également le projet d'électrification d'un périmètre agricole dans la zone de Soualah au profit de 50 agriculteurs, avant de clôturer sa tournée par l'inauguration du projet d'aménagement de l'agence commerciale d'El-Oued, où il a indiqué que ces nouvelles structures administratives s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration du service public.

ENFAP DE KOLÉA

Sortie de 2 promotions d'officiers et d'agents de la rééducation

L'Ecole nationale des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire de Koléa (ENFAP), à l'Est de wilaya de Tipasa, a abrité, jeudi, la sortie de deux promotions d'officiers et d'agents de rééducation, lors d'une cérémonie présidée par le ministre de la Justice, Gardes des sceaux, Belkacem Zeghmali, en présence de membres du Gouvernement. Il s'agit de la 25ème promotion d'officiers de la rééducation (au nombre de 147 officiers), baptisée du nom du chahid du devoir national "Mohamed Anig Mustapha Khalel", assassiné par des terroristes en 1991, et la 33ème promotion des agents de la rééducation, comptant 1.730 éléments, baptisée du nom du chahid du devoir "Bentahar Sid Ali", également victime d'une attaque terroriste en 2007, qui a ciblé le Conseil constitutionnel. Les deux promotions sortantes ont bénéficié d'une formation de haut niveau d'une durée de 12 mois, étayée par des sessions de formation appliquée, les habitant à accomplir leurs missions avec professionnalisme, et partant contribuer à la rééducation et à la réinsertion des détenus. L'opportunité a donné lieu à des promotions en grade exceptionnelles au profit d'un nombre de cadres et d'agents de l'administration pénitentiaire, par le ministre de la Justice, Gardes des Sceaux, accompagné par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, le ministre de la Forma-

tion et de l'Enseignement professionnels, et la Déléguée nationale à la promotion et à la protection de l'Enfance. Les familles des deux chahids du devoir, dont les promotions sortantes ont porté le nom, ont été, également, honorées par le ministre de la Justice, garde des Sceaux. Suite à quoi, les hôtes de l'Ecole nationale des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire de Koléa ont eu droit à des exhibitions sportives et artistiques présentées par les élèves de l'établissement, outre un exercice de simulation d'une opération de maîtrise et contrôle de deux détenus dangereux, avec professionnalisme et suivant les règles Nelson Mandela, en matière de protection des droits de l'Homme. Le directeur de l'Ecole nationale des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire de Koléa (opérationnelle depuis août 2015) Hadjar Mohend Ouali, a souligné à l'occasion la détermination de cet établissement, en coordination avec la Direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion à "être au diapason des formes et développements intervenus dans le secteur, en adaptant ses programmes, notamment en matière de sécurité, de planification, de classement sécuritaire des détenus, et de l'introduction de méthodes de simulation avec des techniques pédagogiques", a-t-il indiqué. Il a, également, exprimé l'ambition de son administration pour être à la tête "des actions de re-

formes menées dans le secteur, notamment en matière de gestion des établissements pénitentiaires et du traitement des détenus". Le responsable a fait cas, à ce propos, de nombreux partenariats et accords signés avec des organismes internationaux, dont une opération de jumelage avec l'Ecole nationale de l'administration pénitentiaire française, outre des actions de coopération avec l'Union européenne, et différents programmes sécuritaires, dont l'Organisation internationale de la réforme pénale, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Etat du Burkina Faso. Il a, également, signalé l'organisation en partenariat avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et du Programme des Nations Unies pour le développement, de sessions de formation au profit de cadres et d'officiers de la police judiciaire, ainsi que de directeurs de prisons de l'Etat frère de la Libye, soulignant la poursuite des efforts de son établissement, en la matière, à travers d'autres programmes de partenariat. Le directeur de l'Ecole nationale des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire de Koléa a cité, à titre d'exemple, la préparation en cours d'une étude de faisabilité pour la confection de matières de formation au profit des cadres des prisons d'un nombre de pays africains en Algérie, en partenariat avec la Comité international de la Croix-Rouge.

# UNIVERSITÉ CONSTANTINE 3 Master international sur la gestion du changement environnemental méditerranéen

Un nouveau master international sur la gestion du changement environnemental méditerranéen sera proposé aux étudiants de l'université Salah Boubnider (Constantine 3), pour l'année 2020-2021, a annoncé jeudi, le recteur de cette institution d'enseignement supérieur.



« Ce master international permettra de mettre en commun les efforts entre universités en matière de recherches scientifiques et les échanges d'expériences pour répondre aux préoccupations modernes et apporter des solutions aux problèmes environnementaux des pays de la Méditerranée, notamment celui du changement climatique », a indiqué, M. Ahmed Bouras, à l'ouverture des journées portes ouvertes. De son côté, la coordinatrice du projet, Dr Latifa Boulahia a relevé que ce master qui sera lancé en novembre prochain et dirigé, en

coordination, entre les facultés de génie des procédés, de l'architecture et de l'urbanisme, et de gestion des techniques urbaines (GTU), rappelant qu'il (master) est le fruit du projet international sur les changements environnementaux méditerranéens, créé en 2019 dans le cadre du programme européen Erasmus+. La formation de deux ans est sanctionnée par un diplôme international co-signé par l'Erasmus+ et l'Union Européenne et le consortium des universités maghrébines et de la rive Nord de la Méditerranée, a-t-elle assuré. La responsable du programme

Erasmus à l'université de Constantine UC 3, Asma Ramoul, a, par ailleurs, indiqué qu'outre les modules de formation et les séminaires animés par des experts internationaux, les étudiants inscrits dans ce master bénéficieront de stages dans 13 universités partenaires dans différents pays de la Méditerranée, entre autres l'Espagne, la France, le Maroc et l'Algérie. Elle a, dans ce sens, rappelé que 15 étudiants et 2 enseignants de cette université ont bénéficié de stages dans les universités européennes dans le cadre de la mobilité scientifique de l'Erasmus+ dans le but "d'acquérir l'expérience

et les compétences nécessaires en vue de la concrétisation des projets de recherches". Par ailleurs, l'université Constantine 3 procédera "dans les prochains jours" à la reconduction de la convention signée dans le cadre du programme Erasmus+ avec les institutions d'enseignement supérieur européennes dans le domaine de la formation des formateurs "après la réussite de l'expérience menée l'année précédente avec l'université de Strasbourg (France)", a signalé le vice-recteur chargé des coopérations et relations extérieures, Benabbas Chaouki.

## Brèves

### UNIVERSITÉ D'OUARGLA

#### Nouvelles structures socio-pédagogiques

Le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique à Ouargla a enregistré des avancées remarquables au vu du nombre important de projets de réalisation de structures socio-pédagogiques visant à améliorer la capacité d'accueil, a-t-on appris jeudi des responsables de la Direction locale des équipements publics (DEP).

Il s'agit de plusieurs projets en cours de réalisation et d'autres déjà réceptionnés, au titre de divers programmes de développement, dont une résidence universitaire de 1.500 lits, à l'Ouest de la ville d'Ouargla, jouxtant la route menant vers la wilaya déléguée d'El-Menea (wilaya de Ghardaïa) et dont la mise en service est prévue pour la rentrée universitaire 2020/2021, a-t-on précisé.

La nouvelle résidence universitaire est dotée de nombreuses commodités vitales, ainsi que d'installations culturelles et sportives, afin d'assurer une bonne prise en charge des étudiants, signale-t-on.

Un projet de 6.000 places pédagogiques destinées aux facultés de médecine, de biologie et des lettres et des langues, vient d'être lancé, alors que les travaux de réalisation d'une médiathèque occupant une superficie de 3.339 m<sup>2</sup> au niveau du pôle universitaire-3 sont achevés, en attendant la réception des équipements, a-t-on fait savoir.

Ces opérations permettront d'améliorer les conditions d'études et de prise en charge des effectifs étudiants croissants, a souligné la source. L'Université Kasdi Merbah d'Ouargla dispose actuellement d'un cadre infrastructurel réparti entre trois pôles pédagogiques, ainsi que de plusieurs résidences universitaires.

Elle est composée de dix (10) facultés et de (2) deux instituts, regroupant près de 30.000 étudiants, toutes filières confondues.

### ADE DE MÉDÉA 17 conventions de sous-traitance avec des micro-entreprises

L'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de la wilaya de Médéa a signé 17 conventions avec des micro-entreprises, créées dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), pour la réalisation d'un programme de sous-traitance dans différents métiers de l'eau, a-t-on appris jeudi auprès de cette structure. Ces micro-entreprises vont bénéficier, à la faveur de cette contractualisation, d'un plan de charge susceptible de leurs assurer, d'une part, des rentrées d'argent et offrir, d'autre part, des opportunités d'emploi pour des jeunes dans les différentes localités gérées par l'ADE, a-t-on a indiqué. Le plan de charge, mis à la disposition de ces micro-entreprises, porte essentiellement sur des travaux de réparation des fuites d'eau, les raccordements individuels, le placement ou le remplacement de compteurs d'eau, a-t-on précisé. Toujours selon la même source, une première micro-entreprise vient de décrocher un contrat pour le placement de 120 compteurs d'eau au niveau du site immobilier de "Ain-Djerdj", commune de Draa-Smar, à 4 km à l'ouest de Médéa. Des projets similaires, éparpillés à travers différents communes, seront affectés, dans les toutes prochaines semaines, à d'autres micro-entreprises conventionnées, a-t-on assuré, ajoutant que ces derniers vont bénéficier, au terme de cette convention, du suivi et de l'accompagnement de l'ADE, afin de veiller à la qualité des prestations et garantir, en même temps, la pérennité de ces micro-entreprises.

## RN 60 ENTRE M'SILA ET HAMMAM DALAA

### Nécessité de maintenir le rythme actuel des travaux du dédoublement

Le ministre des Travaux publics, Farouk Chiali a insisté jeudi à M'sila sur la nécessité de maintenir le rythme actuel des travaux de réalisation du dédoublement de la RN 60 entre le chef-lieu de wilaya et Hammam Dalaa. Après avoir écouté un exposé sur les réalisations de son secteur au niveau local dont le projet de dédoublement de la RN 60, le ministre qui effectue une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya a précisé que son département considère que ce projet relancé récemment suite à un arrêt de plusieurs mois dû à la conjoncture sanitaire exceptionnelle marquée par la propagation du covid-19 est "important", car il relie cette wilaya à l'autoroute Est-ouest comme il permet la liaison entre la capitale du Hodna et plusieurs

autres wilayas du pays. M Chiali a également insisté sur "la nécessité de relancer l'étude de la route menant vers Hammam Dalaa à partir de l'évitement en cours de réalisation", avant d'appeler les entrepreneurs à respecter les délais de réalisation. Le ministre a affirmé que son département "donne la priorité aux entreprises nationales pour la réalisation des projets dans le secteur des travaux publics dans le but de les accompagner et les préparer à être compétitives pour décrocher des marchés à l'étranger", ajoutant que "compte tenu des compétences que possèdent les sociétés nationales, il n'est pas raisonnable qu'elles restent absentes à l'extérieur du pays". S'agissant des programmes d'entretien du ré-

seau routier de la wilaya, M Chiali a indiqué que "les projets qui ne sont pas encore réalisés sur 5.000 Km des routes nationales une fois concrétisés permettront de réduire l'état de détérioration de ces routes". Le ministre des travaux publics a entamé sa visite dans la wilaya de M'sila par l'inspection du chantier du projet portant réalisation du dédoublement de la route nationale N 60 qui a nécessité un financement de plus de 2, 600 milliards de dinars et enregistre un taux d'avancement des travaux dépassant les 30 pour cent. Le ministre se rendra dans le cadre de cette visite dans les communes de Berhoum, Ouled Sidi Brahim et Ain Lahdjel pour inspecter des projets et des réalisations relevant de son secteur.





TENNIS / TOURNOI ITF DE MONASTIR

# L'Algérienne Inès Ibbou éliminée en quarts de finale



**L**a tennismoman algérienne Inès Ibbou a été éliminée vendredi d'un tournoi international féminin, qui se déroule du 12 au 18 octobre sur les courts en surface rapide de Monastir (Tunisie), après sa défaite en quarts de finale contre la Polonaise Weronika Falkowska (6-1, 6-2).

La championne d'Afrique "juniors" de 2015 a été outrageusement dans ce match, et c'est en toute logique qu'elle s'est inclinée en deux sets, au bout d'une heure et neuf minutes de jeu. Au prochain tour, la Polonaise de 20 ans affrontera la gagnante du match mettant aux prises la Russe Anna Ukolova et l'Espagnole Yvonne Ca-

valle-Reimers, tête de série N2.

Une deuxième sortie précoce donc pour Ibbou, qui avait abandonné sur blessure lors d'un précédent tournoi à Monastir.

C'était le 7 octobre courant, au premier tour du tableau simple, alors qu'elle affrontait la Brésilienne Rebecca Pereira.

Brèves

NBA (HOUSTON ROCKETS)

Le manager général Daryl Morey démissionne

Le manager général des Houston Rockets, Daryl Morey, en place depuis 13 saisons à la tête de la franchise texane, a démissionné jeudi malgré un contrat encore en cours jusqu'en 2024. Selon ESPN, il occupera un rôle de conseiller de la présidence pendant la période de recherche du nouvel entraîneur, après le départ de Mike D'Antoni début septembre. Le poste de manager général devrait revenir, toujours selon le média sportif US, à l'actuel vice-président exécutif Rafael Stone. Morey avait été à l'origine à l'automne 2019 d'une vive polémique diplomatique entre la Chine et la NBA après avoir envoyé un tweet de soutien aux mouvements de protestation de Hong Kong. Il est à l'origine ces dernières saisons du style de jeu controversé de Houston, qui s'appuie fortement sur le tir à trois points avec James Harden en figure de proue.

R.S

BEACH-VOLLEY

La CAVB publie un manuel pour les entraîneurs africains

La Confédération africaine de volley-ball (CAVB) a publié la toute première version du manuel des entraîneurs de beach-volley, dans le cadre du plan de développement stratégique visant à assurer la diffusion de cette discipline à travers le continent, indique jeudi l'Instance africaine sur son site officiel. Cette première version publiée en PDF sera une référence pour tous les officiels, joueurs et entraîneurs des compétitions africaines de beach-volley. "Ce manuel sera l'un de nos outils intégraux pour diffuser les connaissances et les informations sur le beach-volley, ce qui conduira aux progrès remarquables du beach-volley en Afrique. La CAVB Online Academy a conclu avec succès la mise en place du tout premier manuel qui apportera une valeur ajoutée et une aide précieuse à nos entraîneurs alors qu'ils diffusent des informations et des connaissances à travers le continent.", a écrit la CAVB sur son site. Le manuel fournit à la famille du volleyball toutes les données nécessaires pour mener des compétitions y compris une section intitulée "Histoire de Beach VB", Nature of Beach Volleyball et philosophie BVB. Il comprend également une rubrique sur les différents systèmes de compétition, le rôle et la responsabilité de l'entraîneur et comment développer une équipe.

R.S

FOOT/BRÉSIL

L'ancien sélectionneur Luxemburgo limogé par Palmeiras

L'ancien sélectionneur du Brésil Vanderlei Luxemburgo a été limogé par Palmeiras après trois défaites consécutives en championnat, a annoncé jeudi le club. Luxemburgo, 68 ans, avait pris les rênes de Palmeiras, l'un des clubs les plus puissants du Brésil, en décembre 2019. C'était son cinquième passage dans l'équipe. Au cours de sa longue carrière, il a été sélectionneur du Brésil de 1998 à 2000 et entraîneur du Real Madrid en 2005. Palmeiras, club de Sao Paulo, a glissé à la septième place du championnat pauliste après s'être incliné à domicile contre un mal classé, Coritiba.

R.S

HAND / MONDIAL-2021 (GR. F)

Les horaires des rencontres de l'Algérie fixés

La Fédération internationale de handball (IHF) a fixé les horaires des rencontres du Mondial-2021 prévu du 13 au 31 janvier en Egypte, où l'Algérie évoluera dans le groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Islande.



La sélection algérienne débutera contre le Maroc le 14 janvier à 18h00 (algériennes). Elle affrontera ensuite son homologue islandaise lors de la deuxième journée, le 16 janvier à 20h30, avant de conclure le tour préliminaire face au Portugal, le 18 janvier à 18h00. A l'occasion de cette 27e édition, qui se jouera pour la première fois en présence de 32 nations, les trois premières équipes de chaque groupe se qualifieront au tour principal, qui se jouera en quatre groupes de six. Les deux

meilleures sélections de chaque poule se qualifient pour les quarts de finale. Les équipes qui n'atteindront pas le tour principal disputeront la Coupe du Président qui débutera le 20 janvier. Pour rappel, c'est la deuxième fois que l'Egypte organise ce rendez-vous, après l'édition 1999. Les organisateurs ont retenu quatre sites pour abriter la compétition : Alexandrie, Le Caire, Gizeh et la Nouvelle capitale. Les matchs pour les médailles de bronze et d'or se joueront le 31 janvier au Cairo Stadium Sports Hall.

**Calendrier des matchs du groupe F (Future Capitale Handball Hall / 7500 spectateurs)**  
14 janvier: Algérie - Maroc à 19h00 (locales), 18h00 (algériennes) ; Portugal - Islande à 21h30 (locales), 20h30 (algériennes)  
16 janvier: Maroc - Portugal à 19h00 (locales), 18h00 (algériennes) ; Algérie - Islande à 21h30 (locales), 20h30 (algériennes)  
18 janvier: Portugal - Algérie à 19h00 (locales), 18h00 (algériennes) ; Islande - Maroc à 21h30 (locales), 20h30 (algériennes).

R.S

FOOT/ LIGUE 1/ NÎMES OLYMPIQUE

Karim Aribi dans le groupe contre le PSG

L'attaquant international algérien, Karim Aribi, fraîchement recruté par Nîmes Olympique est convoqué pour le match contre le Paris Saint Germain vendredi à 20h00 (heures algériennes) au stade des Costières à Nîmes pour le compte de la 7e journée du championnat de France de Ligue 1. Le buteur algérien figure dans le groupe des 20 joueurs retenus

par l'entraîneur gardois Jérôme Arpinon pour la réception des champions de France en titre. Interrogé sur la forme de ses deux nouvelles recrues, Niclas Eliasson et Aribi, le coach de Nîmes a estimé que l'ancien joueur de DRB Tadjenanet est prêt pour entamer la compétition malgré son arrivée tardive. "Ils sont arrivés sur le tard, ils ont des automatismes à trouver avec

leurs coéquipiers. Ils sont encore dans l'apprentissage de notre système de jeu, de notre animation offensive. Mais ils sont prêts tous les deux ! Ils m'ont donné satisfaction à l'entraînement. Après, il ne faut pas attendre deux qu'ils marquent trois ou quatre buts au PSG. Les juger que sur ce match sera compliqué. Il faut leur laisser un petit temps d'adaptation." a-t-il déclaré à la presse à la

veille de rencontre. Aribi (26 ans) s'est engagé avec Nîmes le 3 octobre dernier en provenance de l'ES Sahel (L1 tunisienne) pour un contrat de trois ans. En revanche, l'autre international algérien Zinedine Ferhat, blessé lors du dernier stage des Verts en Autriche sera le grand absent contre les stars parisiennes.

R.S

FOOT/ PRIX GOLDEN BOY 2020

La liste des nommés dévoilée

La liste des vingt nommés pour le prix Golden Boy, qui récompense le meilleur joueur de moins de 21 ans de l'année en Europe a été dévoilée ce jeudi par le journal sportif italien Tuttosport. La cuvée 2020 est sacrée prometteuse et indécise avec la présence des mastodontes comme Camavinga (Rennes), Haaland (Dortmund), Sancho (Dortmund), Davies (Bayern Munich) ou encore Ansu Fati (Barcelone). La concu-

rence pour succéder à Joa Felix récompensé en 2019 s'annonce féroce. Le lauréat sera connu le 14 décembre prochain, après le vote de quarante journalistes européens. La liste des 20 finalistes : Mitchel Bakker (PSG), Eduardo Camavinga (Rennes), Jonathan David (Lille), Alphonso Davies (Bayern Munich), Sergino Dest (Barcelone), Fabio Silva (Wolverhampton) Ansu Fati (Barcelone), Phil Foden (Manchester City), Ryan Gravenberch

(Ajax), Mason Greenwood (Manchester United), Erling Haaland (Borussia Dortmund), Callum Hudson-Odoi (Chelsea), Dejan Kulusevski (Juventus), Rodrygo Goes (Real Madrid), Bukayo Saka (Arsenal), Jadon Sancho (Borussia Dortmund), Dominik Szoboszlai (Salzbourg), Sandro Tonali (AC Milan), Ferran Torres (Manchester City), Vin'cius Junior (Real Madrid).

R.S

FOOT/ LIGUE 1/CORONAVIRUS

# Eviter de compromettre l'entame du championnat

Les footballeurs sont censés "faire preuve de plus de conscience et de responsabilité" face à la pandémie du coronavirus après l'enregistrement de plusieurs contaminations parmi les joueurs de la Ligue 1 de football depuis la reprise des entraînements, il y a de cela moins d'un mois, a déclaré jeudi le Dr Amar Benarmas, membre du staff médical du MC Oran.



Pour ne pas compromettre la reprise de la compétition officielle après plusieurs mois d'arrêt, la balle est particulièrement dans le camp des joueurs qui doivent faire preuve de plus de conscience et de responsabilité, en suivant un régime strict en dehors des terrains pour éviter de ramener le virus au sein du groupe", a insisté le Dr Benarmas dans une vidéo postée sur la page officielle Facebook de son club. Au moins une vingtaine de joueurs de la Ligue 1 ont été testés positifs de coronavirus, dont deux du MCO, à savoir, Mellal et Nekkache, rappelle-t-on. "Mellal a été testé positif avant le début de notre préparation. Il est toujours isolé chez lui, tout comme Nekkache qui a été atteint par le virus la semaine

passée, et depuis, il est lui aussi en confinement sanitaire. Cela dit, je tiens à rassurer que l'état de santé des deux joueurs ne donne pas matière à inquiétude", a-t-il souligné. Mettant en exergue l'importance de se conformer aux règles de prévention contre le coronavirus par tous les citoyens, le même médecin a conseillé les joueurs en particulier de se confiner chez eux le maximum de temps possible quand ils ne sont pas à l'entraînement ou en regroupement avec leurs équipes respectives. "Il s'agit-là de la seule manière pour permettre le déroulement du championnat sans grand risque sanitaire", a-t-il dit. Depuis le retour aux entraînements collectifs le 20 septembre passé après l'interruption du championnat de l'exercice précédent en mars

2020, c'est le champion sortant, le CR Belouizdad, qui a été le plus affecté par la pandémie, au point où sa direction était dans l'obligation, la semaine dernière, d'arrêter le stage de son équipe à Mostaganem suite à l'enregistrement de plusieurs contaminations parmi son effectif et ses différents staffs techniques. Le protocole sanitaire élaboré par les services concernés exige, entre autres, aux clubs de l'élite, les seuls autorisés jusqu'à reprendre l'entraînement, à faire subir à leurs joueurs et différents staffs des tests liés au coronavirus. Ils sont tenus également de réaliser la même procédure avant 72 heures de chaque match amical ou officiel, a-t-on fait savoir.

R.S

FOOT - LIGUE 1/RC RELIZANE

## "Nécessité de renforcer l'effectif dans tous les compartiments"

L'effectif du RC Relizane, nouveau promu en Ligue 1 de football, a besoin de "renforts" au niveau de tous ses compartiments, a estimé jeudi son nouveau staff technique que dirige l'ancien international, Si Tahar Cherif El Ouezzani. Ce constat a été fait après une première semaine de travail dans le cadre des préparatifs du club en prévision de la prochaine édition du championnat 2020-2021, dont le coup d'envoi est prévu pour le 28 novembre, a déclaré à l'APS, l'entraîneur-adjoint, Sebbah Benaygoub. Le même technicien a jugé aussi "nécessaire" d'engager d'autres joueurs, "notamment ceux ayant un capital expérience non négligeable pour aider l'équipe à faire face au challenge de la prochaine saison qui s'annonce longue et harassante avec la présence de 20 clubs", a prévenu le bras droit de Cherif El Ouezzani. Ayant réussi à retrouver l'élite après trois ans de sa relégation

en Ligue 2, la formation de l'Ouest du pays a trouvé toutes les peines du monde pour lancer ses préparatifs en vue du prochain exercice. Ce n'est d'ailleurs que depuis deux semaines que le président du RCR, Mohamed Hamri, a engagé un nouvel entraîneur en la personne de Cherif El Ouezzani, qui sera assisté dans sa mission par ses deux ex-adjoints au MC Oran, Benaygoub et Abdeslam Benabdellah. "Nous avons trouvé sur place un effectif amoindri. Nous attendons d'ailleurs que la direction du club engage d'autres joueurs en plus de ceux qu'elle vient de recruter", a encore espéré Sebbah, avouant au passage que l'équipe "accuse déjà du retard en matière de préparation par rapport à la majorité des autres pensionnaires de l'élite, dont certains, à l'image de la JS Kabylie, sont à leur troisième regroupement d'intersaison", a-t-il fait remarquer. La direction du RCR

s'est montrée jusque-là "timide" sur le marché des transferts, se contentant du recrutement de quelques joueurs, dont les plus connus sont Balegh (ex-CS Constantine) et Kadri (ex-MO Béjaïa). Cela se passe au moment où le président Hamri a décidé de se passer des services de plusieurs éléments de l'effectif de la saison dernière, mais sans qu'il ne trouve un arrangement avec eux pour la résiliation à l'amiable de leurs contrats, rappelle-t-on. Cette situation risque de chambouler les plans du nouveau staff technique, qui souhaite arrêter son effectif "dans les plus brefs délais", a précisé Sebbah Benaygoub, soulignant l'importance d'effectuer un stage dans les prochains jours "afin de rattraper quelque peu le retard accusé en matière de préparation, et atteindre au moins 70% de nos moyens à l'entame de la compétition".

R.S

FOOTBALL / TRANSFERT

## Adem Redjimi (USMA) rejoint le CSC pour deux saisons

Le joueur Adem Redjimi s'est engagé pour deux saisons avec le CS Constantine, a annoncé jeudi le club pensionnaire de Ligue 1 de football. Avant de s'engager avec le CSC, Redjimi a évolué durant une saison avec l'USM Alger, qui a décidé de le libérer. Il a fait ses classes dans les catégories jeunes du CSC avant

de rejoindre les "Rouge et Noir" en 2019. L'ailier gauche de 23 ans est la 11e recrue des "Sanafir", après Abdellali Guemroud et Brahim Dib (AS Ain M'lila), Chamseddine Derradji et Aymen Issad Lakdja (NC Magra), Idir Mokkeddem et Ahmed Maâmeri (WA Boufarik), Mohamed Amine Baghdaoui (ASM Oran), Fayek Amrane

(CA Batna), Lyes Yaïche (USM Alger) et Zidane Mebarakou (MC Alger). La formation constantinoise, sous la houlette d'Abdelkader Amrani avec qui elle a décroché le titre de champion d'Algérie en 2018, se trouve actuellement en stage de préparation à Tlemcen.

R.S

## Brèves

FOOT (LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE)

### Le CR Belouizdad opte pour le stade du 5-Juillet

Les dirigeants du CR Belouizdad ont choisi le stade du 5-Juillet (Alger), pour la domiciliation des matchs de leur club en Ligue des champions de la CAF, saison 2020-2021, a appris l'APS auprès de la direction de l'office du complexe olympique (OCO) Mohamed-Boudiaf. La direction générale de l'OCO a en effet reçu officiellement une demande du CRB afin de pouvoir accueillir ses adversaires en compétition interclubs de la CAF et dont le tour préliminaire est prévu fin novembre. D'ailleurs, la direction générale de l'Office du complexe olympique (OCO) Mohamed-Boudiaf a entamé depuis plusieurs jours des travaux de réfection de quelques installations, notamment les anciens vestiaires qui seront rouverts afin de garantir le confort et la sécurité requis, en application des mesures et recommandations sanitaires requises, alors la pelouse de cette enceinte se trouve actuellement dans un excellent état. Il est à rappeler que la même enceinte sportive accueillera également tous les matchs du Paradou AC en championnat de Ligue 1, saison 2020-2021.

Le stade du 5-Juillet abritera également la Super-coupe d'Algérie, le 21 novembre 2020, entre le CR Belouizdad (vainqueur de la Coupe d'Algérie 2019) et l'USM Alger (champion saison 2019/2020), de même que le prochain match entre l'Algérie et le Zimbabwe, prévu le 12 novembre prochain à huis clos, pour le compte de la 3e journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN-2021), groupe H.

R.S

FOOTBALL / ALGÉRIE

### L'ES Sétif annonce un accord avec le joueur Merbah Messala

L'ES Sétif a trouvé un accord avec le milieu défensif Merbah Messala qui va signer un contrat de deux années en provenance des Tunisiens du CS Chebba, a annoncé jeudi le club de Ligue 1 de football. "La direction de l'ESS a le plaisir de vous informer qu'un accord a été trouvé avec le joueur du club tunisien CS Chebba, Merbah Messala, pour la signature d'un contrat d'une durée de deux années. Cette signature interviendra après la visite médicale et le test PCR de ce jour", a écrit l'"Aigle noir" sur les réseaux sociaux. Selon la même source, Messala rejoindra ses nouveaux coéquipiers vendredi à Annaba, où l'ESS effectue son stage d'intersaison. Après avoir songé à recruter le Franco-Algérien Rachid Ait-Athmane du CS Sfaxien (Tunis), l'entraîneur Nabil Kouki s'est ravivé et a jeté son dévolu sur l'ancien joueur de la JS Saoura. Toutefois, l'opération a été compliquée au vu de la situation de Messala avec le CS Chebba, où il évoluait sur dérogation de la Fédération internationale de football, après avoir refusé d'honorer sa dernière année de contrat avec le club de Béchar.

Il s'était en effet plaint de la JSS à qui il réclamait dix mois de salaires payés, tandis que cette dernière a demandé au CS Chebba de payer une importante indemnité pour avoir recruté Messala sans lettre de libération.

R.S

Brèves

SOMALIE

10 soldats tués dans une embuscade des Shebab

Plus de 10 soldats somaliens ont été tués et plusieurs blessés dans une embuscade des terroristes Shebab près d'un village du sud de la Somalie, selon un responsable militaire cité par des médias. L'attaque a eu lieu, mercredi soir, dans un village situé près de la ville d'Afgoye, à environ 30 kilomètres de la capitale Mogadiscio. "Les soldats circulaient à bord de deux véhicules lorsqu'ils ont été pris en embuscade près d'Afgoye, plus de 10 soldats ont été tués, dont leur commandant" a déclaré le colonel, Mohamed Hassan, officier à Afgoye. Il n'a pas précisé le nombre de blessés, mais indiqué que l'armée avait envoyé des renforts sur le lieu de l'embuscade. Les terroristes 'shebab' ont revendiqué l'attaque dans un communiqué publié par l'organe américain SITE spécialisé dans la surveillance des groupes terroristes. Chassés de la capitale somalienne en 2011, les terroristes shebab ont perdu l'essentiel de leurs bastions.

NIGERIA (VIOLENCES TERRORISTES)

Plus de 1000 déplacés à cause rapatriés chez eux

Les autorités du nord-est de la Nigeria ont rapatrié jeudi plus d'un millier de personnes chez elles après des années passées dans des camps à cause des violences liées au groupe terroriste "Boko Haram", rapportent des médias. Environ 1500 personnes, principalement des femmes et des enfants, ont quitté Maiduguri, la capitale de l'Etat du Borno et ont été ramenées à Baga, leur ville d'origine sur les rives du lac Tchad, dans un convoi d'une trentaine de bus escortés par des militaires. "Le gouvernement (du Borno) est déterminé à renvoyer toutes les personnes déplacées par l'insurrection dans leurs foyers et à fermer tous les camps de déplacés", a déclaré aux médias un responsable du rapatriement cité par des agences. Les populations déplacées par les violences terroristes attendent en général de pouvoir rentrer chez elles, après des années passées dans des camps. Les problèmes de sécurité restent extrêmement importants, notamment sur les pourtours du lac Tchad, où s'est retranché le groupe terroriste (ISwap), branche de Boko Haram affiliée à l'organisation terroriste auto-proclamée Etat islamique (EI/Daech) depuis 2016.

BURKINA

20 morts dans plusieurs attaques dans le nord

Une vingtaine de personnes ont été tuées, mercredi, au cours d'attaques "terroristes" dans trois localités de la province du Seno, dans le nord du Burkina Faso, a annoncé, jeudi, le porte-parole du gouvernement burkinabè, Remis Fulgance Dandjinou. "Des groupes armés terroristes ont attaqué des populations civiles dans les villages de Demniol, Bombofa et Pétéguersé (commune de Gorgadij). Le bilan provisoire de ces attaques perpétrées dans les marchés et villages fait état d'une vingtaine de victimes, de blessés et de personnes portées disparues", a déclaré M. Dandjinou dans un communiqué. Le gouverneur de la région du Sahel, le colonel Salfo Kaboré, a confirmé l'attaque dans un autre communiqué. "Le mercredi, c'est le jour du marché hebdomadaire dans la zone", a expliqué cet habitant, s'inquiétant que le bilan puisse être "plus lourd", au regard des nombreuses personnes toujours portées disparues. "Le gouvernement condamne ces attaques lâches et barbares contre des paisibles populations civiles", a déclaré M. Dandjinou, précisant que "les forces de défense et de sécurité déployées sur les sites des attaques procèdent à des opérations de nettoyage". Frontalier du Mali et du Niger, le Burkina Faso est le théâtre d'attaques terroristes régulières depuis 2015. Des centaines de personnes ont été tuées cette année dans des dizaines d'attaques visant des civils.

SOUDAN

Sept morts lors d'une manifestation dans l'Est



Sept personnes ont été tuées et 30 autres blessées jeudi lors d'une manifestation dans l'est du Soudan, selon le Comité des médecins de la région cité par l'agence de presse Suna. "Sept manifestants ont été tués par balle et 30 autres blessés jeudi à Kassala lors d'une manifestation de soutien au gouverneur de la province éponyme,

limogé mardi par le Premier ministre Abdallah Hamdok, et qui appartient à la tribu des Bani Amr", a indiqué à cette association de médecins. Selon l'agence Suna, après la manifestation, un groupe a essayé de couper un pont et d'occuper le siège du gouvernement provincial. Devant leur refus de se disperser, des affrontements ont éclaté et

les forces de sécurité ont lancé des grenades lacrymogènes et ouvert le feu. Mercredi, six personnes avaient été tuées et 20 autres blessées dans des affrontements tribaux dans la ville portuaire soudanaise de Suakin (est), située sur la mer Rouge. Après ces violences, les autorités avaient décrété un couvre-feu à Suakin de 12H00

(10H00 GMT) à jeudi 04H00 (02H00 GMT), ainsi qu'à Port Soudan, à une soixantaine de kilomètres plus au nord. Le couvre-feu a été prolongé jeudi. La nomination en juillet de Saleh Ammar au poste de gouverneur de l'Etat du Kassala --frontalier de l'Etat de Port Soudan-- avait suscité la colère des Beja, l'autre grande tribu de la région.

KIRGHIZSTAN

Le président annonce sa démission

Le président du Kirghizstan a annoncé jeudi sa démission, après une dizaine de jours de chaos politique et de manifestations émaillées de violences, dans la foulée de législatives controversées. "Je ne m'accroche pas au pouvoir, je ne veux pas entrer dans l'Histoire du Kirghizstan comme le président qui a fait couler le sang en tirant sur ses concitoyens. C'est pourquoi j'ai décidé de démissionner", a déclaré Sooronbaï Jeenbekov, selon la présidence. Mercredi soir, le président du Kirghiz-

stan Sooronbaï Jeenbekov a refusé à nouveau de démissionner avant de nouvelles élections dans ce pays, où son autorité est contestée depuis le début d'une crise politique post-électorale. Le dirigeant kirghiz a indiqué qu'il démissionnerait "après le retour de la légalité dans le pays, des élections parlementaires et l'annonce d'élections présidentielles", a affirmé sa porte-parole, Tolgonai Stamalieva. M. Jeenbekov a également souligné "qu'il n'a pas le droit de quitter la présidence car cela pourrait conduire à des consé-

quences imprévisibles au détriment de l'Etat", a ajouté Mme Stamalieva. Cette déclaration intervient après des discussions avec le Premier Ministre nouvellement élu, Sadyr Japarov, qui a demandé le départ immédiat de Sooronbaï Jeenbekov, selon la présidence kirghize. La nomination du nationaliste Sadyr Japarov, désigné Premier ministre la semaine dernière mais contesté, a été validée mercredi par le Parlement, puis le président Jeenbekov avec l'espoir de mettre fin à la crise.

PRÉSIDENTIELLE EN GUINÉE

Une association de blogueurs mobilise 150 observateurs

L'Association des blogueurs de Guinée mobilisera dimanche environ 150 observateurs autour de la présidentielle de dimanche prochain, indique son président Alpha Diallo. Ablogui, créée en 2011 par des blogueurs, se propose de "promouvoir" l'usage du numérique et la "transparence dans la vie publique" du pays. La présidentielle de dimanche, lors de laquelle le président sortant Alpha Condé brigue un troisième mandat, a été précédée de mois de contestation émaillée de violences meurtrières. L'opposition s'est de nouveau inquiétée, ces derniers jours,

selon les médias, du risque que le scrutin soit entaché de fraude en invoquant l'absence de procès-verbaux à son attention dans les bureaux de vote. Ablogui a réactivé en 2020 Guineevote, une plateforme "web-citoyenne" lancée lors de la présidentielle de 2015. Elle sera alimentée par 150 observateurs présents dans les principales villes, et qui "feront remonter les informations avant, pendant et après le vote", explique Alpha Diallo au siège d'Ablogui, dans une banlieue populaire de Conakry. Leurs informations abonderont aussi une carte avec d'éventuels incidents.



SAHARA OCCIDENTAL

# Le Conseil de sécurité souligne l'urgence de reprendre les négociations

*L'urgence de reprendre les négociations entre le Front Polisario et le Maroc, "sous la direction d'un nouvel émissaire onusien", a été soulignée mercredi soir à New York, lors de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation au Sahara occidental.*

La réunion à huis clos du Conseil de sécurité sur la question sahraouie a eu lieu en prélude aux discussions prévues sur le renouvellement du mandat de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) qui arrive à expiration le 31 octobre en cours. Lors de cette réunion, l'Allemagne a mis en garde contre les "répercussions dangereuses" de l'impasse dans laquelle se trouve actuellement la situation au Sahara occidental, rapportent des sites sahraouis citant des sources onusiennes.

Ainsi, le délégué de l'Allemagne auprès des Nations unies, Gunter Sutter, a appelé à "nommer un nouvel envoyé personnel" du secrétaire général de l'ONU en remplacement de Horst Kohler, "avant la fin de l'année". Pour le diplomate allemand, l'impasse actuelle "affecte le peuple sahraoui qui souffre de la persistance de ce conflit". De son côté, l'ambassadeur de Belgique a souligné "la nécessité urgente" de reprendre les négociations entre le Maroc et le Front Polisario sous la direction d'un nouvel envoyé personnel.

Selon les mêmes sources, le représentant belge a appelé à "soutenir la mission de la Minurso" et à "éviter toute action qui exacerberait la tension au Sahara occidental". Quant à la République d'Estonie, elle a évoqué l'impératif de "maintenir l'élan principal atteint au cours des derniers mois en nommant un nouvel envoyé (de l'ONU) dès que possible". Exprimant la solidarité de son pays avec le peuple sahraoui, le représentant du Vietnam auprès des Nations unies, Deng Tengwi, a lui aussi, appelé à la relance des négociations pour parvenir à une solution au conflit au Sahara Occidental. Par ailleurs, le diplomate vietnamien a insisté, selon l'agence de presse vietnamienne, sur "la nécessité de soutenir les efforts de la mission de la Mi-



nurso pour promouvoir la paix au Sahara occidental". Il a, à cet effet, appelé à "un dialogue pacifique sur la base du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, pour tenter de prendre des mesures justes et appropriées qui répondent aux aspirations du peuple sahraoui" à savoir l'autodétermination et l'indépendance. Pour rappel, le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu cette réunion quelques jours après la publication d'un nouveau rapport du SG de l'ONU Antonio Guterres, sur le territoire non autonome, un rapport jugé "réducteur" et ne "réflétant pas la réalité", par le Front Polisario. Dans ce rapport, Antonio Guterres a relevé que le manque d'accès du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH) à ce territoire occupé a "fortement entravé" la surveillance des droits humains

dans la dernière colonie d'Afrique. Il a indiqué avoir reçu "plusieurs signalements de faits de torture, de mauvais traitements et de négligence médicale dans les prisons marocaines. M. Guterres a proposé de proroger la Minurso d'une année, affirmant dans le même rapport qu'une "solution politique juste permettant l'autodétermination du peuple sahraoui était possible". Dans la foulée, le peuple sahraoui ne cesse de dénoncer le "laxisme" maintes fois affiché par les Nations unies face à la situation déplorable au Sahara occidental marquée notamment par le mépris de l'occupant marocain pour le respect du droit international. A cet effet, le président sahraoui, Brahim Ghali, avait souligné dans une récente missive adressée au chef de l'ONU et au président du Conseil de sécurité, que des "mesures concrètes" sont cruciales pour parachever la décolonisation de ce territoire non auto-

nome. Il avait aussi affirmé que la Minurso était devenue un "spectateur passif devant les actions annexionnistes du Maroc", échouant dans l'exécution du mandat pour lequel elle a été créée à savoir l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara Occidental. Jeudi, le chef de la diplomatie sahraoui, Mohamed Salem Ould Salek, a imputé au Conseil de sécurité et à la France l'entière responsabilité dans le blocage du processus de règlement de la question sahraouie. Inscrit depuis 1966 à la liste des territoires non autonomes, et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupé depuis 1975 par le Maroc, soutenu par la France.

R.I

## Brèves

### YÉMEN

#### 170 prisonniers de guerre libérés

Plus de 170 prisonniers de guerre ont été libérés hier au deuxième jour d'un vaste échange entre le mouvement "Ansarullah" (Houthis) et gouvernement au Yémen, dans le cadre d'un accord parrainé par l'ONU, selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui organise l'opération. Un avion partant d'Aden (sud) est arrivé à Sanaa, la capitale du pays aux mains des Houthis depuis 2014, avec à son bord 101 anciens prisonniers. Un autre avion transportant 76 ex-détenus de Sanaa a atterri à Aden, a indiqué sur Twitter le CICR. Cet échange de prisonniers est "le plus vaste depuis le début du conflit" avec un total de 1 081 prisonniers qui doivent être libérés selon l'accord, a souligné le CICR. Cette opération est perçue comme un premier signe de progrès dans le processus de paix pour mettre fin à six ans de conflit sanglant. L'échange a commencé jeudi, avec la libération de plus de 700 détenus, à bord de vols qui ont atterri à Sanaa, dans la ville de Seyoun (sud-est) contrôlée par le gouvernement et dans la capitale saoudienne Ryadh, a précisé le CICR.

Lors de négociations de paix en Suède en 2018, le gouvernement et les Houthis étaient tombés d'accord pour échanger 15 000 détenus au total. Depuis, des échanges de prisonniers entre les deux parties ont eu lieu de manière sporadique. Mais la libération de plus de 1.000 loyalistes et d'insurgés représente le premier échange à grande échelle depuis le début de la guerre, qui a fait des dizaines de milliers de morts, essentiellement des civils, selon des ONG. Pour l'ONU, il s'agit de la pire crise humanitaire au monde.

R.I

### GUINÉE

#### Plus de 5,4 millions d'électeurs élisent leur président demain

Plus de 5,4 millions de Guinéens sont appelés à choisir leur président demain, ont rapporté hier des médias locaux. Le premier tour de la présidentielle guinéenne se tient dans un climat de tension et d'inquiétude alimenté par la contestation des derniers mois contre la candidature de M. Condé, élu en 2010 et réélu en 2015, par une campagne vindicative et fiévreuse, et par le passé de confrontation politique violente qui est celui de la Guinée. Les jours précédant le vote ont été émaillés d'attaques personnelles, d'incidents et d'obstructions, et de heurts qui ont fait plusieurs blessés entre militants des deux principaux concurrents, M. Condé et Cellou Dalein Diallo. Autant de raisons pour beaucoup de Guinéens d'envisager avec préoccupation le vote de dimanche et plus encore ses lendemains, si les résultats sont serrés ou si l'opération donne lieu à des soupçons de fraude, grande préoccupation de l'opposition. Les électeurs sont invités à choisir entre 12 prétendants. Sauf improbable surprise, la compétition reviendra à une troisième manche entre M. Condé et M. Diallo, qu'il avait battu au second tour il y a dix ans, au premier cinq ans plus tard. La campagne s'achève vendredi à minuit (même heure GMT). L'annonce des résultats devrait prendre plusieurs jours. Un second tour aurait lieu le 24 novembre. A la suite des Guinéens, des millions d'Africains de l'Ouest sont appelés à élire leur président d'ici à fin 2020, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Ghana et au Niger. La présidentielle ivoirienne s'annonce à hauts risques elle aussi. Le sortant Alassane Ouattara postule également à un troisième mandat en se fondant sur une décision du Conseil constitutionnel.

R.I

### SAHEL

#### Conférence ministérielle pour mobiliser des fonds

Une conférence ministérielle sera organisée par vidéo-conférence mardi pour mobiliser des fonds pour l'action humanitaire au Sahel central, a annoncé l'ONU hier. La conférence, organisée conjointement par l'ONU, le Danemark, l'Allemagne et l'Union européenne, doit notamment lever des fonds pour l'action humanitaire avec une crise qui "arrive à un point de rupture" et des "plans d'aides pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger seulement financés à 40%", a souligné Jens Laerke, porte-parole du Bureau de la coordination des affaires humanitaires

(OCHA) au cours d'un point de presse à Genève. La réunion - par vidéoconférence - se fixe aussi pour objectif que les pays donateurs et ceux de la région trouvent des solutions durables qui élimineront les besoins en aide humanitaire, précise l'ONU. M. Laerke et plusieurs collègues d'autres agences ont souligné la gravité de la crise qui frappe la région. "Sans soutien, nous craignons que la région ne se transforme en une des pires crises au monde", a-t-il dit. Selon OCHA, plus de 30 millions de personnes ont aujourd'hui besoin d'une aide humanitaire dans six pays du Sahel (Burkina-Faso,

Mali, Niger, Tchad, Cameroun et la partie du nord-est du Nigeria). "Plus de 13 millions de personnes, dont plus de la moitié sont des enfants, ont besoin d'aide" alors que la situation s'est rapidement dégradée depuis deux ans, 1,5 million de personnes ont été déplacées (soit vingt fois plus qu'il y a deux ans) et 7,4 millions de personnes souffrent de la faim. A la violence et l'insécurité alimentées par des groupes terroristes, s'est ajoutée la pandémie de Covid-19 qui a précipité 6 millions de personnes de la région dans la pauvreté, souligne encore l'ONU.

R.I



# L'AFFRONTEMENT ARMÉNIE-AZERBAÏDJAN : Un test des partenariats de la Turquie ?

L'Arménie saigne une fois de plus et la Syrie est en flammes. Les amis et les alliés compatissent, mais seuls les Arméniens et les Syriens n'ont plus de mots ni de larmes... Il n'empêche qu'ils continuent à se défendre et à se battre, les premiers contre le trio infernal formé par la Turquie, Israël et l'Azerbaïdjan, après que nombre d'entre eux se soient battus pour la Syrie devenue leur deuxième patrie ; les seconds contre une prétendue communauté internationale, fausement humaniste, qui s'arrange pour faire pleurer dans les chaumières lorsqu'il est trop tard ou lorsqu'elle est convaincue que les victimes serviraient ses intérêts ou finiraient sous sa botte.

Qui sait et, dans ce cas, qui se souvient des Syriens arméniens d'Alep qui ont perdu la vie en se battant contre des monstres venus des quatre coins de la planète pour assassiner leurs familles, démolir leurs maisons, voler leurs biens et s'approprier une fois de plus une terre qui les a vus naître et qui est devenue aussi chère à leur cœur que la terre de leurs ancêtres ? Vous voulez des noms ? Missak Kahabian, Grégor Achnakalian, Sarkis Soulakian... des noms qui ressemblent désormais dans les registres mémoriaux de l'épopée syrienne que ni Erdogan ni ses créatures lobotomisées, glanées en Syrie ou ailleurs, ne pourront ternir.

Qui sait et, dans ce cas, qui se soucie des 60 à 80 foyers d'incendie, quasi simultanés, en train d'avaler le littoral syrien, ses somptueuses vallées, ses magnifiques forêts et ses récoltes prometteuses de survie et de résistance face aux sanctions occidentales ? Vous voulez une image ? Fermez les yeux et imaginez, à Dieu ne plaise, la Corse en flammes. Parce que c'est cela aussi la Syrie. Mais, pendant que les pelleuses des suppôts d'Erdogan s'acharnent à voler les trésors archéologiques encore enfouis dans son ventre, vu qu'ils ont déjà dépouillé son corps, voilà qu'il nous faudrait croire que les brûlures infligées à sa peau sont le fait du réchauffement climatique ou de la négligence de ceux qui labourent sa terre avec tout l'amour du monde. Cette même négligence qui a réduit en cendres le port de Beyrouth ! ? Mais ne soyons pas ingrats. Il se dit que le salut est proche pour la Syrie, comme pour l'Arménie. Leurs amis et alliés négocient des trêves et des processus de « solutions politiques » qui obligeraient les agresseurs à prendre un peu de répit. Finalement, ils font ce qu'ils peuvent, étant donné qu'ils seraient dans le collimateur des mêmes ennemis. [NDT].

D'après Moses Khuryatsi [Moïse de Khorène], l'un des historiens arméniens les plus célèbres ayant vécu au Ve siècle et surnommé le Hérodote d'Arménie, les Arméniens sont les descendants de la renaissance de l'humanité après le « Déluge » ; l'Arche de Noé s'étant échouée sur le mont Ararat, Noé se serait dirigé vers Babel en laissant son fils Sem sur les terres d'Arménie. La nation arménienne descendrait donc de Sem fils de Noé. [Plus récemment, certains auteurs ont situé Moïse de Khorène au VIIIe ou au IXe siècle en confirmant que l'histoire commence, comme il se doit, par les trois fils de Noé : les créateurs de l'Arménie étant de la lignée de Japhet, leurs principaux adversaires de la lignée de Cham, celle de Sem restant neutre avec le prophète Abraham comme illustre descendant (\*) ; Ndt].

À cette conviction sacrée concernant les racines de la nation arménienne puisée dans le Livre de la Genèse de la Torah, correspond une conviction similaire chez les Azéris. L'Azerbaïdjan ne serait pas moins saint et tirerait sa signification d'un souverain descendance divine que le feu ne peut atteindre, d'après l'une des interprétations de Mahmoud Ismaïlov dans son célèbre ouvrage intitulé : « Une brève histoire de l'Azerbaïdjan ». Partant de là, l'on est supposé considérer que certains motifs sous-jacents au conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, entrecoupé d'épi-

sodes d'affrontements sanglants, entrent dans un contexte de « saintetés qui se font la guerre » ; voire au-delà, vu que les deux nations s'approprient l'Histoire en prétendant que l'autre nation est issue de la sienne ou qu'elle lui a imposé sa domination.

Ainsi, dans son « Histoire de l'Arménie », le Père de l'historiographie arménienne, Moses Khuryatsi, dit que le roi des Perses, Archak le grand, a investi son frère Vagharchak roi d'Arménie ; lequel a étendu son règne sur l'Asie, l'Ouest de l'Assyrie, la Palestine, l'Azerbaïdjan et les Pays du Caucase. Alors que Mahmoud Ismaïlov dit que l'État d'Atropatina [d'atropatia ou le domaine du feu], établi au quatrième siècle avant JC et de souches azerbaïdjanaises, comprenait l'Arménie ainsi que la Géorgie et que, tout au long des guerres incessantes entre les Arméniens et les Azéris, la région de l'Artsakh connue aujourd'hui sous le nom de Haut-Karabakh a toujours été l'objet de discordes entre les deux nations, mais que les Azéris avaient regagné cette région au Ve siècle après JC.

Qui peut défaire les foudres engendrées par des saintetés légendaires fixées dans l'Histoire des peuples ? Nul ne le peut. Par conséquent, venons-en au présent et abordons l'actuel conflit arméno-azerbaïdjanais sous deux angles :

- celui des partenariats stratégiques avec la Turquie, d'une part ; la Russie et l'Iran, d'autre part ;
- celui de l'importante implication de la Turquie en lien avec ses propres stratégies en dehors de ses frontières.

En effet, s'agissant des partenariats stratégiques, dire que la crise arméno-azerbaïdjanaise est un test du partenariat turco-russe iranieen repose sur le fait que ces dix dernières années, ces trois États ont travaillé à construire des relations destinées à neutraliser les désaccords bilatéraux, pour se focaliser sur les foyers de désaccords extérieurs.

Du côté turco-russe existent nombre de piliers d'un tel partenariat dans les domaines du pétrole, du gaz [Turkish Stream], du nucléaire via les réacteurs russes installés en Turquie, du système russe de missiles S-400, sans compter la volonté affichée de la Turquie d'acheter des chasseurs Su-35 russes pour une valeur de 3 à 4 milliards de dollars ; ce qui la classerait au troisième rang des pays acquéreurs d'armement russe, après la Chine et l'Iran.

Et alors que la Turquie refuse d'appliquer les sanctions américano-européennes contre la Russie, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a atteint environ 25 milliards de dollars en 2019 d'après le site Russia Today du 05/03/2020 ; ce même site ayant rapporté le 27/08/2019 que le président turc avait déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue russe, Vladimir Poutine, que les deux pays envisageaient de porter le montant de leurs échanges commerciaux à 100 milliards de dollars par an.

Une telle masse de contrats à long terme entre Moscou et Ankara, à laquelle s'ajoutent les relations troubles de la Turquie avec les États-Unis et l'Union européenne, sont dans l'intérêt de la politique étrangère russe, mais n'éliminent pas les dérobades et les désaccords sur la Syrie, la Libye, la Méditerranéenne orientale, dont les conflits de la Turquie avec Chypre puis la Grèce, et maintenant son implication en Azerbaïdjan.

Comment la Russie réussira-t-elle à trouver un équilibre entre ce partenariat stratégique avec la Turquie et ses propres intérêts tout aussi stratégiques dans les points chauds qui impliquent les deux pays ?

Du côté de l'Iran, la situation semble moins âpre et le partenariat stratégique suit le même cours. La Turquie a ouvertement déclaré son rejet des sanctions occidentales contre l'Iran et Nail Olpak, le chef du Conseil des relations

économiques extérieures de Turquie, a exprimé depuis Téhéran une volonté commune d'élever le niveau du commerce bilatéral de 9,5 milliards à 30 milliards de dollars, comme publié par l'agence turque Anadolu le 18/11/2019. Ce chiffre avait été préalablement évoqué par le ministre iranien de l'Économie et des Finances parlant des « relations historiques et chaleureuses » entre l'Iran et la Turquie, comme rapporté par Al-Alam TV en langue arabe le 3/10/2019.

Jusqu'ici, la Syrie était quasiment le seul sujet possiblement explosif entre la Turquie et l'Iran. En effet, les deux gouvernements soutiennent le Qatar, s'opposent aux ambitions kurdes et ont des points de convergence sur la situation en Libye vu leur reconnaissance du GNA [Gouvernement d'union nationale de Fayez el-Sarraj], comme l'a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif, à partir d'Ankara, lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu ; conférence diffusée par Sputnik le 16/06/2020.

Cependant, le nouveau conflit arméno-azerbaïdjanais met le partenariat stratégique entre les deux pays devant une épreuve d'une difficulté rarement atteinte. En effet, la poursuite des affrontements sanglants autour du Haut-Karabakh pourrait alimenter et enflammer le ressentiment nationaliste en Turquie, comme il pourrait s'avérer difficile pour les Azéris iraniens de contenir leurs sentiments à l'égard de leurs coreligionnaires azerbaïdjanais. Quelle sera la solution ?

Quant à l'implication de la Turquie dans la crise arméno-azerbaïdjanaise à un tel niveau de déchaînement, il faut admettre d'emblée que les objectifs qui l'animent ne sont rien d'autre que le pétrole et le gaz.

Selon l'Institut de statistique turc, le montant des importations en énergie a atteint les 41 milliards de dollars en 2019, comme le rapporte l'agence turque Anadolu dans son édition du 24/08/2020 ; ce qui éreinterait l'économie turque. C'est pourquoi la Turquie s'est rabattue sur la Syrie et a même discuté avec Vladimir Poutine et Donald Trump d'une gestion partagée des champs de pétrole syriens du Gouvernorat de Deir ez-Zor ; information publiée par Russia Today et The voice of America en mars 2020. Par ailleurs, la présence militaire turque en Libye n'a d'autre but que de lui réserver un siège à la table du « dialogue international concernant la gestion du pétrole libyen » lorsque le moment sera venu.

Entretiens, la Turquie fait tout son possible pour transformer ses ports en portes d'exportation de pétrole et de gaz vers l'Europe ; le gaz russe via le Turkish Stream, le pétrole irakien de Kirkouk via le port de Ceylan, plus d'autres projets portant sur le gaz iranien. Quant à sa présence militaire au Qatar, elle s'inscrit dans le cadre de la consolidation de sa stratégie énergétique dans les régions les plus riches en gisements d'hydrocarbures, tout comme son équipée vers l'Azerbaïdjan, lequel flotte sur du pétrole et du gaz, constitue le dernier maillon de cette stratégie.

Que signifie tout cela ? Cela signifie que la Turquie économiquement dépendante faute de ressources énergétiques aspire à combler cette lacune en nourrissant les crises régionales : la guerre sur la Syrie, l'instabilité en Irak, la déshonneur libyen, le siège du Qatar, le conflit sur le Haut-Karabakh... Des crises qu'elle considère comme autant d'opportunités lui permettant de rectifier les déviations du cours de son histoire il y a cent ans.

Ainsi, dans un article du 2/10/2020, Ibrahim Karagil, le rédacteur en chef du quotidien Yeni Safak proche d'Erdogan, a commenté les événements au Haut-Karabakh comme suit : « Aujourd'hui, nous voyons partout l'expansion de la "pensée géopolitique". Nous l'avons d'abord observée dans le nord de l'Irak, puis

en Syrie, puis à l'est de la Méditerranée, puis dans la mer Égée et plus récemment dans le Caucase. Nous ne sommes pas les seuls à la voir. Le monde entier la voit, vu que les centres du Système international dessinent la carte du monde depuis des siècles. La Turquie édifie une force au sein de plus vastes frontières dans la région, prend l'initiative et expose le statu quo établi depuis le début du XXe siècle ».

La Turquie « expose le statu quo établi depuis le début du XXe siècle » ! Oui, mais la plupart des explosions frappent des zones partagées avec deux de ses supposés partenaires : la Russie et l'Iran. Ce qui pose la question de savoir comment réagissent ces partenaires, en particulier dans la zone d'engagement azerbaïdjanais où se conjuguent plusieurs défis touchant à leur sécurité nationale, à leur espace vital, aux liens entre leurs ethnies, à leurs conflits historiques [Safavide-Ottoman/Tsariste-Ottoman] et aux guerres pour l'énergie. La jonction de l'ensemble de ces graves défis ne se retrouve pas ailleurs qu'en Azerbaïdjan.

Que faire ? Vladimir Lénine ne siège plus au Kremlin pour répondre à cette question léniniste. S'il était encore vivant et écoutait Léon Trotsky, l'auteur de « la théorie de la révolution permanente », il aurait déclaré une guerre féroce contre la Turquie. Et si son héritier au Kremlin, Vladimir Poutine, écoutait Alexandre Douguine, le théoricien de la Russie impériale orthodoxe, il aurait battu les tambours de la guerre sainte contre les envahisseurs de Constantinople. Mais ce que l'on sait de Poutine indique qu'il est plus pragmatique et plus visionnaire que les philosophes de gauche ou de droite. Par conséquent, compte tenu de sa réaction face au conflit arméno-azerbaïdjanais actuel, laquelle diffère du soutien accordé à l'Arménie par Moscou au début des années 1990 avec, pour conséquences, la défaite de l'Azerbaïdjan et la déclaration d'indépendance du Haut-Karabakh, il semble que la Russie optera pour un équilibre entre les pertes et les profits.

Autrement dit, si Erevan sort victorieuse, la Russie regagne l'Arménie et rien de plus, mais perd la Turquie ainsi que les partenariats bilatéraux. Et si la guerre dure et s'intensifie, ce sera la porte grande ouverte à de probables interventions internationales dans certaines autres de ces arrières-cours ; interventions qui ne profiteront en aucun cas à la Russie.

Ce qui s'applique à la Russie, s'applique à l'Iran. Cependant, deux faits lui sont spécifiques : le premier concerne le discours sur le « Grand Azerbaïdjan » que Bakou avait adopté dans les années 90, avant de se rétracter ; le deuxième concerne l'Arménie ayant établi, comme l'Azerbaïdjan, des relations avec Israël, ce qui la dégage d'une préférence pour l'une ou l'autre des deux parties.

Reste la Turquie et son proverbe bien connu : « le Turc n'a d'autre ami que le Turc ». Par conséquent, aussi importants que soient ses bénéfices en Azerbaïdjan, elle sera quand même la grande perdante si elle perd ses partenariats avec la Russie et l'Iran.

Partant de là, il est plus probable que la Russie, la Turquie et l'Iran forment un « trio garant » autour de l'Azerbaïdjan comparable au trio du « processus Astana », censé piloter la solution politique en Syrie. Ainsi, ils pourraient empêcher la détérioration de leurs partenariats, éviter les complications d'une éventuelle ingérence externe, et réexaminer leurs intérêts respectifs afin de trouver une nouvelle carte des zones d'influence respectives.

Pour autant, le conflit arméno-azerbaïdjanais sera-t-il réglé ? Non... il ne le sera pas. Le poète arménien Egha Demirdjibachian dit dans l'un de ses poèmes : Les années passées ont tout pris. Quant aux années à venir, je ne m'attends pas à ce qu'elles amènent quoi que ce soit.

Par Toufik Choumane